



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 02 du 23 janvier 2013*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 23 janvier 2013

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>65</b>
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE.....</b>	<b>65</b>
Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles.....	65
Arrêté du 9 janvier 2013 approuvant les nouveaux statuts de la Communauté de Communes des Vallées du Cristal.....	65
Arrêté du 9 janvier 2013 autorisant la modification des statuts de la Communauté de Communes du Val de Meurthe au titre des compétences facultatives (article 3).....	65
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>66</b>
<b>DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....</b>	<b>66</b>
Bureau de la citoyenneté.....	66
Arrêté du 9 janvier 2013 portant interdiction en 2013 des quêtes et ventes d'objets sans valeur marchande propre sur la voie publique ou dans les lieux publics sur tout le territoire du département.....	66
Arrêté du 11 janvier 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire à la SARL « ROCCHI LEVEQUE » à TUCQUEGNIEUX (54640).....	66
Arrêté du 17 janvier 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise « Marbrerie DORY » à BRIEY (54150).....	67
Bureau des usagers de la route.....	67
Arrêté du 14 janvier 2013 portant agrément d'un organisme de formation assurant la préparation au certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi et leur formation continue à savoir la SARL ozone plus.....	67
Arrêté du 14 janvier 2013 portant agrément d'un organisme de formation assurant la préparation au certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi et leur formation continue à savoir le centre de formation des conducteurs routiers de la Moselle.....	68
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>68</b>
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	68
Arrêté du 9 janvier 2013 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes du bassin de POMPEY et modifiant les statuts en conséquence.....	68
Arrêté du 15 janvier 2013 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois.....	70
Bureau des procédures environnementales.....	70
Arrêté du 8 janvier 2013 relatif à l'agrément au titre de la protection de l'environnement de l'association « Groupe d'Etudes des Mammifères de Lorraine » (GEML).....	70
Arrêté N° 1033 du 9 janvier 2013 autorisant la société NOVACARB à procéder à la modification des travaux d'exploitation du sel par dissolution dans sa concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt précédemment autorisés par arrêté préfectoral n° 974 du 5 février 2001.....	71
Arrêté du 14 janvier 2013 relatif à la prolongation du mandat des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.....	73
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>74</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>74</b>
<b>DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>74</b>
Etablissements médico-sociaux.....	74
Décision ARS-DT54 n° 2012-0581 du 29 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du CAMSP DE NANCY – FINESS n° 540 009 487.....	74
Décision ARS-DT54 n° 2012-0582 du 29 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du CAMSP DE LONGWY – FINESS n° 540 019 775.....	75
Décision ARS-DT54 n° 2012-0583 du 29 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du CAMSP DE LUNEVILLE – FINESS n° 540 016 789.....	76
Décision ARS-DT54 n° 2012-0807 du 21 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du CAMSP DE L'JUS – FINESS n° 540 005 246.....	77
Décision ARS-DT54 n° 2012-0862 du 20 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM VIVRE AVEC L'AUTISME – FINESS n° 540 020 344 - Site de Pixérécourt – 54 220 MALZEVILLE géré par l'association Vivre Avec l'Autisme (V.A.A.) 12 rue de Fontenoy – 54000 NANCY.....	78
Décision ARS-DT54 n° 2012-0863 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'ITEP GAI SOLEIL – FINESS n° 540 000 627 - 14 rue de Metz – 54000 NANCY géré par l'association « Culture et Promotion ».....	79
Décision ARS-DT54 n° 2012-0864 du 21 novembre 2012 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SSEFS de l'Institut des Sourds – FINESS n° 540 009 719 - 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange.....	80
Décision ARS-DT54 n° 2012-0866 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du Centre de soins de l'EREA de Flavigny – FINESS n° 540 000 593 - 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	81
Décision ARS-DT54 n° 2012-0867 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'ITEP DE REALISE FINESS n° 540 002 052 – 15 rue Saint-Charles – 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE.....	81
Décision ARS-DT54 n° 2012-0868 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « Georges Finance » - FINESS n° 540 000 213 - 4 avenue JF Kennedy – BP 216 – 54202 TOUL Cedex géré par l'AEIM.....	82
Décision ARS-DT54 n° 2012-0869 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « Jean l'Hôte » - FINESS n° 540 000 221 - Chemin du Harquet – BP 126 – 54305 LUNEVILLE Cedex géré par l'AEIM.....	83
Décision ARS-DT54 n° 2012-0870 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « Raymond Carel » - FINESS n° 540 000 239/540 000 254 - 2 rue des Martyrs du Nazisme – BP 53 – 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT géré par l'AEIM.....	85
Décision ARS-DT54 n° 2012-0871 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « Claude Monet » - FINESS n° 540 000 247 - 121 rue de l'Abbé de l'Epee – 54700 PONT-A-MOUSSON géré par l'AEIM.....	86
Décision ARS-DT54 n° 2012-0872 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « les trois Tilleuls » - FINESS n° 540 000 833 - 1 rue des Tilleuls – 54720 CHENIERES géré par l'AEIM.....	87
Décision ARS-DT54 n° 2012-0873 du 21 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD de l'AEIM – FINESS n° 540 004 447 - 6 allée Saint Cloud – 54600 VILLERS-LES-NANCY géré par l'AEIM.....	88
Décision ARS-DT54 n° 2012-0874 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du Centre pour Polyhandicapés de BLAMONT – FINESS n° 540 013 877 - 33 rue du Château – 54450 BLAMONT géré par la Croix Rouge Française.....	89
Décision ARS-DT54 n° 2012-0875 du 23 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du CRA du CPN – FINESS n° 540 015 468 - Boîte Postale 1010 – 54521 LAXOU Cedex géré par le Centre Psychothérapique de Nancy.....	90
Décision ARS-DT54 n° 2012-0876 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS du CPN - FINESS n° 540 018 736 - gérée par le Centre Psychothérapique de Nancy à LAXOU.....	91
Décision ARS-DT54 n° 2012-0877 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de l'ALAGH à Nancy - FINESS n° 540 004 538 - gérée par l'ALAGH - 1161 avenue Pinchard – 54 100 NANCY.....	92
Décision ARS-DT54 n° 2012-0878 du 21 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM de l'ALAGH – FINESS n° 540 012 606 - 1161 avenue Pinchard – 54100 NANCY géré par l'ALAGH.....	93
Décision ARS-DT54 n° 2012-0879 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de Vandoeuvre - FINESS n° 540 005 436 - ZAC de Brabois – Rue de Ludres – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY gérée par l'AEIM.....	94
Décision ARS-DT54 n° 2012-0880 du 21 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SAMSAH de Rosières-aux-Salines – FINESS n° 540 004 058 - 4 rue Léon Parisot – 54110 ROSIERES-AUX-SALINES géré par le CAP'S de Rosières.....	95
Décision ARS-DT54 n° 2012-0881 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de Mont Saint Martin - FINESS n° 540 019 296 - 4 rue Alfred Labbé – 54350 MONT-SAINT-MARTIN gérée par l'ALAGH.....	96
Décision ARS-DT54 n° 2012-0882 du 21 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM de Bayon – FINESS n° 540 013 539 - Route de Baccarat – 54290 BAYON géré par le CAP'S de Rosières-aux-Salines.....	97
Décision ARS-DT54 n° 2012-0883 du 21 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SAMSAH La Maison du Pré Saint Charles – FINESS n° 540 014 388 - 21 rue de la Meuse – 54860 HAUCOURT-MOULAIN géré par l'Association AEIM.....	97
Décision ARS-DT54 n° 2012-0884 du 21 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SSIAD Section Personnes Handicapées – FINESS n° 540 016 458 - 15 Allée des Grands Pâquis – 54180 HEILLECOURT géré par le Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques de Lorraine (GIHP).....	98
Décision ARS-DT54 n° 2012-0885 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de LUNEVILLE - FINESS n° 540 019 932 - gérée par la Croix Rouge – 8 avenue Caumont La Force – 54300 LUNEVILLE.....	99

Décision ARS-DT54 n° 2012-0886 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du Centre d'Education Motrice de Flavigny – FINESS n° 540 018 777 - 46 rue du Doyen Parisot – 54 630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	100
Décision ARS-DT54 n° 2012-0888 du 21 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD DE REALISE - FINESS n° 540 013 455 - 15 rue Saint-Charles – 54 140 JARVILLE géré par l'association REALISE.....	101
Décision ARS-DT54 n° 2012-0889 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « les Orchidées » - FINESS n° 540 000 817-10 rue Albert 1er – BP 93 – 54154 BRIEY Cedex géré par l'AEIM.....	102
Décision ARS-DT54 n° 2012-0890 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de Rosières-aux-Salines - FINESS n° 540 012 531 - Avenue des Vosges – 54110 ROSIERES-AUX-SALINES gérée par le CAP'S de Rosières-aux-Salines.....	103
Décision ARS-DT54 n° 2012-0893 du 22 novembre 2012 fixant le montant et la répartition pour l'exercice 2012 de Dotation Globalisée Commune de l'ensemble des établissements et services de Meuse et de Meurthe-et-Moselle gérés par l'association Jean-Baptiste Thiéry à Maxéville.....	104
Décision ARS-DT54 n° 2012-0894 du 22 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS Ecole de la Vie Autonome – FINESS n° 540 018 249 - 1 rue du Vivarais – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY gérée par l'Office d'Hygiène Sociale.....	105
Décision ARS-DT54 n° 2012-0895 du 22 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME de Flavigny – FINESS n° 540 000 577 - 46 rue du Doyen Parisot – 54 630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	106
Décision ARS-DT54 n° 2012-0897 du 23 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME de Méhon - FINESS n° 540 000 205 - 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	108
Décision ARS-DT54 n° 2012-0898 du 23 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'ITEP de Méhon - FINESS n° 540 004 009 - 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	109
Décision ARS-DT54 n° 2012-0899 du 23 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du CROP de l'Institut des Sourds de la Malgrange – FINESS n° 540 000 692 - 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE.....	110
Décision ARS-DT54 n° 2012-910 du 30 novembre 2012 autorisant l'extension de 20 places du service d'acquisition et d'autonomie et d'intégration scolaire (SAIS) pour enfants handicapés géré par la fondation de l'institution des jeunes aveugles et déficients visuels (FADV) - N° FINESS de l'établissement : 54 000 9933.....	111
Décision ARS-DT54 n° 2012-0938 du 5 décembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du CEDV « Sections » - FINESS n° 540 000 684 - 8 rue de Santfontaine – 54052 NANCY Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles.....	112
Décision ARS-DT54 n° 2012-0939 du 5 décembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du CEDV « Services » – FINESS n° 540009933 - 8 rue de Santfontaine – 54 052 NANCY Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles.....	113
Etablissements de santé.....	114
Cellule offre de soins.....	114
Arrêté ARS/DT 54 N° 1400/2012 du 12 décembre 2012 modifiant l'arrêté ARS/DT 54 N° 1389/2012 du 6 décembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2012.....	114
Arrêté ARS/DT 54 N° 1518/2012 du 26 décembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Etablissement ALTIR à VANDOEUVRE-LES-NANCY.....	115
Arrêté ARS/DT 54 N° 1519/2012 du 26 décembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Etablissement HADAN à VANDOEUVRE-LES-NANCY.....	115
Arrêté ARS/DT 54 N° 1520/2012 du 26 décembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Clinique Jeanne d'Arc.....	116
Arrêté ARS/DT 54 N° 1521/2012 du 26 décembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Clinique Ambroise Paré à NANCY.....	116
Arrêté ARS/DT 54 N° 1522/2012 du 26 décembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Clinique Saint-André à VANDOEUVRE-LES-NANCY.....	117
Arrêté ARS/DT 54 N° 1523/2012 du 26 décembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Clinique Louis Pasteur.....	117
Arrêté ARS/DT 54 N° 1524/2012 du 26 décembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Polyclinique Gentilly.....	117
Arrêté ARS/DT 54 N° 1525/2012 du 26 décembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Polyclinique Majorelle.....	118
Arrêté ARS/DT 54 N° 1526/2012 du 26 décembre 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2012.....	118
Arrêté ARS/DT 54 N° 1527/2012 du 26 décembre 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2012.....	119
Arrêté ARS/DT 54 N° 1528/2012 du 26 décembre 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY pour l'exercice 2012.....	119
Arrêté ARS/DT 54 N° 1529/2012 du 26 décembre 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2012.....	120
Arrêté ARS/DT 54 N° 2013-0002 du 3 janvier 2013 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORT pour l'exercice 2012.....	120
Service VSSE.....	121
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0025 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012.....	121
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0026 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012.....	122
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0027 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012.....	123
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0028 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012.....	123
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0029 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012.....	124
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0030 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012.....	125
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0031 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012.....	126
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0032 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012.....	127
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0033 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012.....	127
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0034 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012.....	128
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0035 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012.....	129
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0036 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012.....	130
<b>DIRECTION DE LA STRATEGIE.....</b>	<b>131</b>
Arrêté n° 2013-0013 du 8 janvier 2013 modifiant la composition de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CRCI) de Lorraine.....	131
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>132</b>
<b>UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>132</b>
Récépissé du 10 décembre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/752475608 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	132

Récépissé du 10 décembre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/753742535 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	133
Récépissé du 17 décembre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/789026846 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	133
Récépissé du 7 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/789162476 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	134
Récépissé du 8 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/789933082 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	134
Récépissé du 8 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/751457326 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	135
Récépissé du 8 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/789947082 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	135
Récépissé du 8 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/790051320 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	136
Récépissé du 8 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/789805561 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	136
Arrêté SAP/789805561 du 8 janvier 2013 portant agrément d'un organisme de services à la personne à Champigneulle.....	137
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT.....</b>	<b>138</b>
<b>ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....</b>	<b>138</b>
<b>RESSOURCES MILIEUX NATURELS.....</b>	<b>138</b>
Arrêté N° 2013-DREAL-RMN-88 du 10 janvier 2013 autorisant à déroger aux interdictions pour certaines espèces de chiroptères de : - perturbation intentionnelle ; - destruction, altération, dégradation des sites de reproduction et aires de repos.....	138
<b>DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE.....</b>	<b>140</b>
Décision de fermeture définitive d'un débit de tabac à TANTONVILLE (54116).....	140
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>140</b>
<b>AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....</b>	<b>140</b>
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/466 du 9 janvier 2013 portant dissolution de la 1ère association foncière et portant transfert du patrimoine foncier à la 2ème association foncière - Association foncière de BECHAMPS -.....	140
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....</b>	<b>141</b>
<b>SOLIDARITE - INSERTION.....</b>	<b>141</b>
Arrêté DDSC/SI n° 145 du 31 décembre 2012 portant transfert des autorisations détenues par les associations « Le Gîte Familial », l'association « Asloral » à l'association « Regain 54 », anciennement dénommée « Alasa », dans le cadre de leur fusion.....	141
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>141</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>141</b>
<b>DIRECTION GENERALE ET AFFAIRES JURIDIQUES.....</b>	<b>141</b>
Délégation de signature du 9 janvier 2013 de Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du C.H.U. de Nancy.....	141

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE***Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles***Arrêté du 9 janvier 2013 approuvant les nouveaux statuts de la Communauté de Communes des Vallées du Cristal**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-20 et L5211-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral N° 12.BI.23 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2003 autorisant la création de la communauté de communes des vallées du cristal ;

VU la délibération du 25 septembre 2012 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes des vallées du cristal décide de procéder à la modification des statuts en intégrant la compétence fourrière animale ;

VU les délibérations favorables des communes de :

- Azerailles en date du 5 novembre 2012 ;
- Baccarat en date du 13 décembre 2012 ;
- Bertrichamps en date du 19 octobre 2012 ;
- Brouville en date du 16 novembre 2012 ;
- Deneuvre en date du 19 octobre 2012 ;
- Flin en date du 29 octobre 2012 ;
- Fontenoy la Joute en date du 7 novembre 2012 ;
- Gelacourt en date du 19 octobre 2012 ;
- Glonville en date du 8 novembre 2012 ;
- Hablainville en date du 9 novembre 2012 ;
- Lachapelle en date du 26 octobre 2012 ;
- Merviller en date du 15 novembre 2012 ;
- Reherrey en date du 16 novembre 2012 ;
- Veney en date du 18 octobre 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de la communauté de communes, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-20 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du sous-préfet de Lunéville ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Les nouveaux statuts de la communauté de communes des vallées du cristal annexés au présent arrêté sont approuvés.

Les statuts, modifiés en conséquence, sont annexés au présent arrêté.

**Article 2 :** Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes des vallées du cristal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville le 9 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Alexis ANDRES

*Les statuts annexés sont consultables à la sous-préfecture de Lunéville, bureau de l'action locale et des affaires interministérielles.*

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Arrêté du 9 janvier 2013 autorisant la modification des statuts de la Communauté de Communes du Val de Meurthe au titre des compétences facultatives (article 3)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.23 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 novembre 2003 portant création de la communauté de communes du Val de Meurthe modifié les 29 décembre 2005, 10 novembre 2006, 12 juin 2008 et 22 septembre 2008 ;

VU la délibération du 21 juin 2012 du conseil communautaire de la communauté de communes du Val de Meurthe proposant l'ajout dans la liste des compétences facultatives la compétence « soutien à la création, à l'aménagement et à l'entretien de sentiers de randonnée » ;

VU la lettre de consultation des communes membres du 09 novembre 2012 ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :

- Barbonville en date du 07 décembre 2012 ;
- Blainville sur l'eau en date du 11 juillet 2012 ;
- Charmois en date du 03 août 2012 ;
- Damelevières en date du 27 juin 2012 ;
- Réhainviller en date du 28 novembre 2012 ;
- Vigneulles en date du 31 août 2012 ;

approuvant la modification statutaire ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de la communauté de communes, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-20 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du sous-préfet de Lunéville ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'article 3 des statuts de la communauté de communes du Val de Meurthe au titre des compétences facultatives dans le cadre des équipements sportifs, est modifié comme suit :

Ajout de la compétence « soutien à la création, à l'aménagement et à l'entretien des sentiers de randonnée »

Le reste sans changement.

**Article 2** : Le sous-préfet de Lunéville et la présidente de la Communauté de Communes du Val de Meurthe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville le 9 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Alexis ANDRES

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau de la citoyenneté***Arrêté du 9 janvier 2013 portant interdiction en 2013 des quêtes et ventes d'objets sans valeur marchande propre sur la voie publique ou dans les lieux publics sur tout le territoire du département**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 2212-2 et L 2215-1 du code général des collectivités territoriales ;

VU la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

VU la loi n° 91-772 du 7 août 1991 modifiée relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;

VU le décret n° 92-1011 du 17 septembre 1992 modifié relatif au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;

VU la circulaire du 9 septembre 1950 du ministre de l'intérieur relative à l'appel à la générosité publique ;

VU la circulaire n° NOR INTD 1241402 C du Ministre de l'Intérieur du 17 décembre 2012, relative au calendrier fixant la liste des journées nationales d'appel à la générosité publique pour l'année 2013 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE :**

**Article 1er** : Les quêtes et ventes d'objets sans valeur marchande propre sur la voie publique ou dans les lieux publics sont interdites sur tout le territoire du département.

**Article 2** : L'interdiction visée à l'article 1er n'est pas applicable aux organismes mentionnés, et pour les dates fixées, dans le calendrier annuel des journées nationales d'appel à la générosité publique établi par le ministre de l'intérieur et publié au journal officiel du 22 décembre 2012. Elle n'est pas non plus applicable aux organismes ayant fait l'objet d'un arrêté municipal ou préfectoral d'autorisation.

**Article 3** : Les personnes habilitées à quêter en vertu de l'article 2 doivent porter, d'une façon ostensible, une carte indiquant l'œuvre au profit de laquelle elles collectent des fonds et la date de la quête. Cette carte n'est valable que pour la durée de la quête autorisée ; **elle doit être visée par le préfet.**

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, les maires, le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle, le directeur départemental de la sécurité publique, la directrice départementale de la cohésion sociale, l'inspecteur d'académie, le directeur départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 janvier 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Arrêté du 11 janvier 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire à la SARL « ROCCHI LEVEQUE » à TUCQUEGNIEUX (54640)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU la demande d'habilitation présentée par M. Jean-Claude ROCCHI et M. Thierry LEVEQUE, gérants de la SARL « ROCCHI LEVEQUE » située au n° 170, rue Batignani à TUCQUEGNIEUX (54640) ;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté est complet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'entreprise susvisée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière ;
- Le transport de corps après mise en bière ;
- L'organisation des obsèques ;
- Les soins de conservation par sous-traitance ;
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires ;
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil par sous-traitance ;
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations par sous-traitance à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

**Article 2** : Le numéro d'habilitation est le 2013-54-183.

**Article 3** : La durée de la présente habilitation est de un an.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Claude ROCCHI et M. Thierry LEVEQUE, gérants de l'entreprise susvisée, et dont une copie sera adressée :

- à la Sous-Préfète de BRIEY ;
- au maire de TUCQUEGNIEUX ;
- au Directeur de l'agence régionale de santé.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 11 janvier 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception.*

---

#### **Arrêté du 17 janvier 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise « Marbrerie DORY » à BRIEY (54150)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU les arrêtés préfectoraux des 24 novembre 2010 et 30 novembre 2011 habilitant pour une durée d'un an, dans le domaine funéraire, la « Marbrerie DORY » située au N° 5, rue Robert Schuman à BRIEY ( 54150) ;

VU la demande de renouvellement d'habilitation formulée par Madame Audrey DORY ; Gérante de l'entreprise « Marbrerie DORY » ;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté est complet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### **ARRETE**

**Article 1er :** L'entreprise « Marbrerie DORY » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire, l'activité funéraire suivante :

- Fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations, à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de marbrerie funéraire.

**Article 2 :** Le numéro d'habilitation est le 2010-54-175.

**Article 3 :** La présente habilitation est renouvelée pour une durée de six ans, **jusqu'au 30 novembre 2018.**

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le sous-préfet de BRIEY sont est chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Audrey DORY et dont copie sera adressée au maire de BRIEY et au directeur de l'Agence Régionale de Santé.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 janvier 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception.*

---

#### *Bureau des usagers de la route*

#### **Arrêté du 14 janvier 2013 portant agrément d'un organisme de formation assurant la préparation au certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi et leur formation continue à savoir la SARL ozone plus**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code des transports,

VU le code du travail,

VU la loi 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi,

VU le décret 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi,

VU l'arrêté du 3 mars 2009 relatif aux conditions d'agrément des organismes de formation assurant la préparation au certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi et leur formation continue,

VU l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2009 portant agrément du centre national de formation des taxis sous le numéro 2-54-2009,

VU la demande de renouvellement d'agrément présentée le 14 juin 2012 par Joseph GORDONE, gérant du centre pilote formation SARL ozone plus dont le siège social est sis ZA Les Moussières Route de Saint Nicolas 54210 VILLE EN VERMOIS,

VU l'avis favorable de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise du 18 décembre 2012,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### **ARRETE**

**Article 1er :** Le centre pilote formation SARL ozone plus dont le siège social est sis ZA Les Moussières Route de Saint Nicolas 54210 VILLE EN VERMOIS est agréé comme organisme de formation pour la préparation au certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi et leur formation continue.

**Article 2 :** L'agrément est délivré sous le numéro 5-54-2012 pour une durée de trois ans.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. Joseph CORDONE
- Le Président de la chambre des métiers et de l'artisanat
- Le directeur de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de Lorraine
- Le directeur départemental de la sécurité publique

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture

Nancy, le 14 janvier 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

#### *Voies et délais de recours*

*Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :*

- *Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.*
- *Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales et de l'immigration- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-, bureau du contentieux des polices administratives 11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08.*

*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

*Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.*

---

**Arrêté du 14 janvier 2013 portant agrément d'un organisme de formation assurant la préparation au certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi et leur formation continue à savoir le centre de formation des conducteurs routiers de la Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code des transports,

VU le code du travail,

VU la loi 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi,

VU le décret 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi,

VU l'arrêté du 3 mars 2009 relatif aux conditions d'agrément des organismes de formation assurant la préparation au certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi et leur formation continue,

VU l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2009 portant agrément du centre national de formation des taxis sous le numéro 2-54-2009,

VU la demande de renouvellement d'agrément présentée le 31 mai 2012 par Bernard ALTMEIER, gérant du centre de formation des conducteurs routiers de la Moselle dont le siège social est sis 160, rue des Jardins 57600 FORBACH,

VU l'avis favorable de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise du 18 décembre 2012,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

**Article 1er :** Le centre de formation des conducteurs routiers de la Moselle dont le siège social est sis 160, rue des Jardins 57600 FORBACH, qui a ses locaux de formation campus AFPA 75 boulevard FOCH 54520 LAXOU est agréé comme organisme de formation pour la préparation au certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi et leur formation continue.

**Article 2 :** L'agrément est délivré sous le numéro 3-54-2012 pour une durée de trois ans.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. Bernard ALTMEIER

- Le Président de la chambre des métiers et de l'artisanat

- Le directeur de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de Lorraine

- Le directeur départemental de la sécurité publique

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture

Nancy, le 14 janvier 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Voies et délais de recours**

*Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :*

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.

- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales et de l'immigration- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-, bureau du contentieux des polices administratives 11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08.

*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

*Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.*

---

**DIRECTION DE L'ACTION LOCALE**

**Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités**

**Arrêté du 9 janvier 2013 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes du bassin de POMPEY et modifiant les statuts en conséquence**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1994 autorisant la création de la communauté de communes du bassin de Pompey ;

VU la délibération du 20 septembre 2012 par laquelle le conseil communautaire décide de modifier les statuts de la communauté de communes ;

VU la lettre de notification de cette délibération aux maires des communes membres de la communauté de communes en date du 5 octobre 2012 ;

VU les délibérations favorables des communes de :

- Bouxières aux Dames en date du 22 octobre 2012,

- Champigneulle en date du 17 octobre 2012,

- Custines en date du 6 décembre 2010,

- Faulx en date du 24 octobre 2012,

- Frouard en date du 24 octobre 2012,

- Lay-Saint-Christophe en date du 17 décembre 2012,

- Liverdun en date du 6 décembre 2012,

- Malleloy en date du 22 octobre 2012,
- Marbach en date du 28 novembre 2012,
- Millery en date du 11 décembre 2012,
- Montenois en date du 27 septembre 2012,
- Pompey en date du 26 novembre 2012,
- Saizerais en date 12 décembre 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'au terme de la consultation, la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-17 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er :** L'article 2, compétence n° 2 « Actions de développement économique », des statuts de la communauté de communes du bassin de Pompey est complété comme suit :

« e) La Formation

Dans le cadre du Contrat de Plan Régional de Développement des Formations, la structure intercommunale contribue au développement et à l'adaptation de l'offre de formation sur le territoire au regard des besoins des acteurs socio – économiques.

A cet effet, l'EPCI a en charge :

- L'élaboration d'une gestion territoriale des emplois et compétences et son évaluation.
- L'incitation et la participation à la mise en œuvre de nouvelles formations diplômantes, continues et/ou en alternance, et leur hébergement le cas échéant. »

Le reste sans changement.

**Article 2 :** L'article 2, compétence n° 4 « Actions relatives à la politique du logement et du cadre de vie », des statuts de la communauté de communes du bassin de Pompey est complété comme suit :

« -Participer à la réalisation de structures d'hébergement adapté aux personnes en perte d'autonomie. »

Le reste sans changement.

**Article 3 :** L'article 2, compétence n° 8 « Actions sociale d'intérêt communautaire » des statuts de la communauté de communes du bassin de Pompey est complété comme suit :

c) Gestion urbaine de proximité d'intérêt communautaire

L'EPCI participe à améliorer la cohésion sociale dans ses opérations de rénovation et requalification urbaine à travers sa politique de l'habitat.

Afin d'accompagner les opérations et coordonner les actions de prévention spécialisée, avec le Conseil Général, l'EPCI est compétent pour :

- Organiser, animer et confier à des structures :
  - \* des chantiers d'insertion à destination des jeunes majeurs éloignés de l'emploi (18-24 ans),
  - \* des chantiers éducatifs à destination des adolescents (14-17 ans)
- Créer, animer un lieu, participer à un dispositif de mobilisation et d'accompagnement des jeunes en situation d'inadaptation sociale ainsi que leur parents ;
- Coordonner et mettre en réseau les acteurs éducatifs du territoire.

d) La Santé/Nutrition

L'EPCI a en charge la définition d'une politique de santé en partenariat avec l'ensemble des acteurs afin de mettre en cohérence les actions de prévention et promotion de la santé sur le territoire.

A ce titre, la structure intercommunale a en charge :

- L'élaboration et le suivi d'un Contrat Local de Santé
- La création et la gestion d'un équipement central de restauration collective
- Au 1er janvier de l'année précédant l'ouverture de cet équipement, la distribution, le matériel et le service des repas dans les cantines scolaires
- L'élaboration d'une politique tarifaire communautaire. »

Le reste sans changement

**Article 4 :** L'article 2, compétence n° 12 des statuts de la communauté de communes du bassin de Pompey est remplacé comme suit :

« Compétence n° 12 :

*Tourisme*

Afin d'améliorer l'attractivité de son territoire, l'EPCI prend en charge les actions de promotion et d'aménagement, de création et gestion d'équipements touristiques destinés à la valorisation du territoire dans ses composantes naturelles, agricoles et de loisirs.

A ce titre l'EPCI sera compétent pour :

- L'élaboration et la mise en œuvre de la politique locale du tourisme et des programmes locaux du développement touristique
- La promotion des sites, du patrimoine et des productions locales
- La création, le cas échéant d'un office de tourisme intercommunal pour assurer :
  - \* L'accueil et l'information des touristes de l'EPCI en coordination avec le Comité Départemental et le Comité Régional du Tourisme
  - \* La commercialisation des produits touristiques
- La création et la gestion des haltes fluviales et espaces de loisirs en lien avec l'eau
- Encourager et participer à la création de places d'hébergement et de restauration : gîtes, chambres d'hôte, ferme auberge, restaurant... et d'équipements de camping caravanning aire de camping-car
- Coordonner les interventions des différents partenaires du développement touristique. »

**Article 5 :** L'article 2 des statuts de la communauté de communes du bassin de Pompey est complété comme suit :

« Compétence n° 13 :

*Autres Compétences facultatives*

L'Etablissement public participe au financement du Théâtre Gérard Philipe de Frouard dans le cadre du label « scènes conventionnées ».

L'EPCI prend en charge le transport et l'accès à des spectacles et représentations culturels des élèves des classes maternelles et élémentaires.

Il met en place un fonds intercommunal notamment en faveur de la lecture publique et participe à ce titre au festival du Conte et de l'oralité. Il favorise la mise en réseau des écoles de musique en lien notamment avec la démarche de l'ADDAM 54. »

**Article 6 :** Les statuts actualisés resteront annexés au présent arrêté.

**Article 7 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes du bassin de Pompey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise aux maires des communes concernées et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 9 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général  
Jean-François RAFFY

*Les statuts annexés sont consultables à la préfecture, direction de l'action locale, bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.*

**Arrêté du 15 janvier 2013 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5211-1 et suivants et L.5214-1 et suivants ;  
VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 1964 autorisant la création du district urbain de l'agglomération de Saint-Nicolas-de-Port ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2001 autorisant la transformation du district urbain de l'agglomération de Saint-Nicolas-de-Port en communauté de communes des pays du sel et du Vermois ;  
VU la délibération en date du 18 octobre 2012 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois décide de modifier ses statuts ;  
VU la lettre de notification de cette délibération aux maires des communes membres de la communauté de communes en date du 30 octobre 2012 ;  
VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :  
- Azelot en date du 20 novembre 2012,  
- Burthecourt-aux-Chênes en date du 17 décembre 2012,  
- Coyviller en date du 23 novembre 2012,  
- Dombasle-sur-Meurthe en date du 4 décembre 2012,  
- Hudiviller en date du 4 décembre 2012,  
- Manoncourt-en-Vermois en date du 31 octobre 2012,  
- Saint-Nicolas-de-Port en date du 12 février 2012,  
- Rosières-aux-Salines en date du 17 décembre 2012,  
- Saint-Nicolas-de-Port en date du 19 décembre 2012,  
- Sommerviller en date du 11 décembre 2012,  
- Varangéville en date du 31 octobre 2012 ;  
CONSIDÉRANT que la totalité des communes membres s'est prononcée favorablement avant le terme du délai de consultation et, qu'en conséquence, la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-17 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le paragraphe « 2.Qualité de vie et habitat » de la compétence « B.Aménagement de l'espace » de l'article 5 des statuts de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois est complété comme suit :

- Favoriser un habitat privé respectueux du développement durable, notamment par la lutte contre la précarité énergétique :
  - \* Aide financière pour la réalisation de travaux, sous certaines conditions.
  - \* Contribuer à l'amélioration de la performance énergétique des logements.
- Réflexions et mise en œuvre d'une politique d'amélioration de l'habitat notamment à destination des personnes aux revenus modestes :
  - \* Elaboration et conduite des Opérations Programmées de l'Amélioration de l'Habitat.
  - \* Résorption de l'habitat dégradé sous toutes ses formes.
  - \* Définition d'une politique foncière globale sur des périmètres identifiés. Les acquisitions foncières restent de la compétence des communes. »

Le reste sans changement.

**Article 2 :** Les statuts actualisés resteront annexés au présent arrêté.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise aux maires des communes concernées et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 15 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général  
Jean-François RAFFY

*Les statuts annexés sont consultables à la préfecture, direction de l'action locale, bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.*

---

**Bureau des procédures environnementales****Arrêté du 8 janvier 2013 relatif à l'agrément au titre de la protection de l'environnement de l'association « Groupe d'Etudes des Mammifères de Lorraine » (GEML)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L141-1 à L141-3 et R141-1 à R141-20 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n°2011-832 du 12 juillet 2011 relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et à la désignation des associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique au sein de certaines instances ;  
VU l'arrêté du 12 juillet 2011 relatif à la composition du dossier de demande d'agrément au titre de la protection de l'environnement, du dossier de renouvellement de l'agrément et à la liste des documents à fournir ;  
VU la demande du 26 juin 2012 de l'association « Groupe d'Etudes des Mammifères de Lorraine » (GEML) en vue d'obtenir le renouvellement de son agrément régional au titre de la protection de l'environnement ;  
VU l'avis de madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 21 décembre 2012 ;  
VU l'avis de monsieur le procureur général près la cour d'appel de Nancy en date du 3 octobre 2012 ;  
VU l'avis de monsieur le directeur départemental des territoires en date du 10 octobre 2012 ;  
CONSIDÉRANT que l'association « Groupe d'Etudes des Mammifères de Lorraine » (GEML) justifie depuis plus de trois ans :  
- d'un objet statutaire relevant de plusieurs domaines mentionnés à l'article L141-1 du code de l'environnement et de l'exercice dans ces domaines d'activités effectives et publiques et de publications de travaux dont la nature et l'importance attestent qu'elle œuvre à titre principal pour la protection de l'environnement ;  
- d'un nombre suffisant, eu égard au cadre régional de son activité, de membres, personnes physiques, cotisant par l'intermédiaire d'associations fédérées ;

- d'une activité non lucrative et une gestion désintéressée ;
  - d'un fonctionnement conforme à ses statuts et présente des garanties permettant l'information de ses membres et leur participation effective à sa gestion ;
  - de garanties de régularité en matière financière et comptable ;
- SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

**Article 1er :** Il est accordé, pour une durée de cinq ans renouvelable, un agrément régional au titre de la protection de l'environnement à l'association « Groupe d'Etudes des Mammifères de Lorraine » (GEML), dont le siège social est à NANCY, Maison de l'espace vert Parc Ste Marie, avenue du maréchal Juin.

**Article 2 :** L'association « GEML » adressera par voie postale ou électronique, chaque année au préfet de Meurthe-et-Moselle, les documents suivants :

1. Les statuts et le règlement intérieur, s'ils ont été modifiés depuis leur dernière transmission.
2. L'adresse du siège de l'association et son adresse postale si elles ont changé depuis leur dernière transmission.
3. Les nom, profession, domicile et nationalité des personnes qui, à un titre quelconque, sont chargées de l'administration de l'association.
4. Le rapport d'activité, les comptes de résultat et de bilan et leurs annexes approuvés par l'assemblée générale ainsi que le compte rendu de cette assemblée.
5. Le compte rendu de la dernière assemblée générale ordinaire et celui de toute assemblée générale extraordinaire éventuelle.
6. Le ou les montants des cotisations, le produit de ces cotisations ainsi que le nombre et la répartition géographique des membres à jour de leur cotisation décomptés lors de l'assemblée générale, en précisant le nombre de membres, personnes physiques.
7. Le nombre de membres, personnes physiques, cotisant par l'intermédiaire d'associations fédérées, s'il y a lieu.
8. Les dates des réunions du conseil d'administration.

**Article 3 :** L'arrêté interdépartemental du 11 septembre 1989 portant agrément de l'association « GEML » au titre de la protection de l'environnement est abrogé.

**Article 4 :** L'agrément peut être abrogé :

- 1° Lorsque l'association ne justifie plus du respect des conditions prévues par les articles L. 141-1 et R. 141-2 ;
- 2° Lorsque l'association exerce son activité statutaire dans un cadre territorial plus limité que celui pour lequel elle bénéficie de l'agrément, dans les conditions définies à l'article R. 141-3 ;
- 3° En cas de non-respect des obligations mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

L'association est préalablement informée des motifs susceptibles de fonder l'abrogation et mise en mesure de présenter ses observations.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa publication.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de l'association « Groupe d'Etudes des Mammifères de Lorraine » (GEML), la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, les Préfets des départements de la Moselle, des Vosges et de la Meuse et les directeurs départementaux des territoires de Meurthe-et-Moselle, Moselle, Vosges et de la Meuse sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de chacune des préfectures et dont copie sera adressée au procureur général près la cour d'appel de Nancy, ainsi qu'aux greffes du tribunal d'instance et de grande instance de Nancy.

Nancy, le 8 janvier 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Arrêté N° 1033 du 9 janvier 2013 autorisant la société NOVACARB à procéder à la modification des travaux d'exploitation du sel par dissolution dans sa concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt précédemment autorisés par arrêté préfectoral n° 974 du 5 février 2001**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code minier ;  
VU le code de l'environnement ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action de l'Etat dans les régions et les départements ;  
VU le décret n° 2006-648 du 2 juin 2006 modifié relatif aux titres miniers et aux titres de stockage souterrain ;  
VU le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains ;  
VU le décret n° 59-285 du 27 janvier 1959 modifié portant règlement général sur l'exploitation des mines autres que les mines de combustibles minéraux solides et les mines d'hydrocarbures exploitées par sondage ;  
VU le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement des industries extractives et les décrets le complétant ;  
VU le décret du 13 janvier 1968, publié au Journal officiel du 24 janvier 1968, instituant la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt, ensemble le cahier des charges annexé audit décret, au profit de la société Les Soudières Réunies ;  
VU le décret du 12 décembre 1969 paru au Journal officiel du 17 décembre 1969 autorisant la mutation de la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt au profit de la Compagnie SAINT-GOBAIN ;  
VU le décret du 16 novembre 1970 paru au Journal officiel du 19 novembre 1970, autorisant la mutation de la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt au profit de la société PECHINEY SAINT-GOBAIN, devenue RHONE-PROGIL et l'avenant au cahier des charges de la concession annexé audit décret ;  
VU le décret du 24 novembre 1975 paru au Journal officiel du 27 novembre 1975 autorisant la mutation de la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt au profit de la Compagnie Industrielle et Minière -CIM ;  
VU le décret du 9 septembre 1981 paru au Journal officiel du 13 septembre 1981 portant extension de superficie de la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt et le nouveau cahier des charges de la concession annexé audit décret ;  
VU l'arrêté ministériel du 26 septembre 2000 paru au journal officiel du 6 octobre 2000 autorisant la mutation des concessions de mines de sel de Art-sur-Meurthe, de Lenoncourt, et du Pont-de-Saint-Phlin (Meurthe-et-Moselle) au profit de la société NOVACARB ;  
VU l'arrêté ministériel en date du 24 décembre 2002 paru au Journal officiel du 8 janvier 2003, autorisant la mutation de la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt au profit de la société RHODIA CHIMIE ;  
VU la lettre de caution solidaire produite le 14 avril 2003 par la société NOVACAP, au profit de sa filiale NOVACARB, concernant l'après-mine et transmise au ministre délégué à l'industrie ;  
VU l'arrêté ministériel du 13 février 2004 paru au Journal officiel du 28 février 2004 autorisant la mutation de la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt au profit de la société NOVACARB ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 813 en date du 6 juin 1985 autorisant la Compagnie Industrielle et Minière à ouvrir des travaux miniers dans la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt portant sur partie du territoire des communes de Lenoncourt, Cerville, Art-sur-Meurthe et Saulxures-les-Nancy ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 mars 2000 prorogeant jusqu'au 1er janvier 2001 l'autorisation d'exploiter du sel par dissolution dans la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt ;  
VU la demande présentée le 27 mars 2000 par la société NOVACARB sollicitant l'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation du sel par dissolution dans la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 974 du 5 février 2001, modifié par arrêté préfectoral n° 1002 du 18 juin 2004, autorisant la société NOVACARB à poursuivre l'exploitation du sel par dissolution dans la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt ;  
VU la décision n° BPF 21012 du ministère de l'agriculture et de la pêche, direction de l'espace rural et de la forêt, sous direction de la forêt en date du 9 avril 2001 accordant avec réserve, à la société NOVACARB, l'autorisation de défricher un bois privé sur le territoire de la commune de Lenoncourt, département de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2003-324 du 28 juillet 2003 relatif à la modification d'une autorisation de défrichement du 9 avril 2001 accordée à la société NOVACARB ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2010/DDT/AFC/n° 369 du 21 octobre 2010 relatif à une autorisation de défrichement, territoire communal de Lenoncourt ;  
VU la demande présentée le 15 janvier 2012 par la société NOVACARB sollicitant l'autorisation de poursuivre et de modifier l'exploitation du sel par dissolution dans la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt ;  
VU les documents et plans produits à l'appui de la demande ;  
VU le rapport de recevabilité de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine en date du 29 février 2012 ;  
VU l'avis du 12 avril 2012 du préfet de la Région Lorraine, émis au titre de l'autorité compétente en matière d'environnement ;  
VU la décision de désignation du commissaire-enquêteur en date du 22 mars 2012 de la présidente du Tribunal administratif de Nancy ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 avril 2012 portant ouverture d'une enquête publique du 15 mai au 15 juin 2012 sur la commune de Lenoncourt, sur la demande de la société NOVACARB d'ouvrir des travaux miniers dans la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt ;  
VU les observations formulées au cours de l'enquête publique ;  
VU les avis formulés lors de la consultation de la commune concernée par les travaux et les services intéressés ;  
VU les rapport et conclusions du commissaire-enquêteur en date du 2 juillet 2012 ;  
VU les rapport et avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine en date du 30 octobre 2012 ;  
VU l'avis exprimé par la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques de Meurthe-et-Moselle consultée lors de sa séance du 13 décembre 2012 ;  
VU le courrier portant avis de la société NOVACARB sur le projet de prescriptions techniques en date du 14 décembre 2012 ;  
CONSIDÉRANT que les travaux miniers projetés par la société NOVACARB dans le périmètre de la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt, relevant du code minier, sont soumis à autorisation préfectorale en application de l'article 3-1 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié susvisés ;  
CONSIDÉRANT que les modifications que la société NOVACARB envisage d'apporter à ses travaux sont de nature à entraîner un changement substantiel des données initiales du dossier et relèvent des dispositions de l'article 17 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains ;  
CONSIDÉRANT que les travaux projetés par la société NOVACARB dans le périmètre de la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts énumérés à l'article L.161-1 du code minier, nécessitant, de ce fait des prescriptions techniques particulières ;  
CONSIDÉRANT que les travaux projetés par la société NOVACARB dans le périmètre de la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt relèvent des dispositions de l'article L.161-2 relatives à l'application des méthodes confirmées les plus propres à porter au maximum compatible avec les conditions économiques le rendement final de ces gisements, sous réserve de la préservation des intérêts énumérés à l'article L.161-1 du code minier ;  
CONSIDÉRANT les prescriptions des articles 4 et 5 du cahier des charges annexé au décret du 9 septembre 1981 portant extension de la superficie de la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt et modifiant les conditions auxquelles est soumise ladite concession ;  
CONSIDÉRANT les avis exprimés par les services intéressés et la commune concernée par les travaux projetés ;  
CONSIDÉRANT l'avis de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques de Meurthe-et-Moselle ;  
CONSIDÉRANT l'avis exprimé par la société NOVACARB sur le projet de prescriptions techniques qui lui a été soumis par courrier du 14 décembre 2012 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

##### **Article 1er :** Autorisation

La société NOVACARB, dont le siège social est sis 34, rue Gilbert Bize à La Madeleine – 54410 Laneuveville-devant-Nancy, est autorisée à procéder à la modification des travaux d'exploitation du sel par dissolution dans sa concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt précédemment autorisés par arrêté préfectoral n° 974 du 5 février 2001, dans les conditions définies au dossier produit à l'appui de sa demande susvisée, suivant plan d'exploitation annexé au présent arrêté et sous réserve que celles-ci ne soient pas contraires aux prescriptions énoncées aux articles suivants.

##### **Article 2 :** Travaux autorisés dans le champ maillé exploité par la méthode dite «intensive».

L'exploitation du sel par dissolution par la méthode dite «intensive» peut être poursuivie dans le champ maillé de sondages et sur les lignes d'extraction de saumure dénommées L1, L2 et L3 associées, comme décrite dans la présente demande d'autorisation, conformément aux dispositions des chapitres II à VII de l'arrêté préfectoral du 5 février 2001 modifié susvisé.

La piste d'extraction dénommée L4 associée au réseau maillé, précédemment autorisée par l'arrêté préfectoral n° 974 du 5 février 2001, ne sera pas réalisée.

##### **Article 3 :** Travaux autorisés sur les pistes exploitées par la méthode dite «extensive».

Le champ d'exploitation du sel par dissolution suivant la méthode dite «extensive» est constituée :

- des pistes dénommées A, B, C et D, d'une longueur de 500 m environ, comportant chacune 11 sondages verticaux ;
- de la nouvelle piste dénommée E (nouvelle), d'une longueur de 950 m environ, comportant 20 sondages verticaux.

La piste dénommée E dans l'arrêté préfectoral du 5 février 2001 modifié ne sera pas réalisée.

Les pistes dénommées A, B, C et D ne font l'objet d'aucune modification; elles sont implantées, dimensionnées et exploitées conformément au dossier de demande d'autorisation en date du 27 mars 2000 ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral n° 974 du 5 février 2001 modifié.

La nouvelle piste dénommée E (nouvelle) est implantée, dimensionnée et exploitée conformément au dossier de demande d'autorisation du 15 janvier 2012. Elle est implantée à plus de 100 mètres des sondages les plus proches du réseau maillé exploité par la méthode intensive.

L'exploitation du sel par dissolution par la méthode dite «extensive» peut être poursuivie sur les pistes dénommées A, B, C, D et engagée sur la piste dénommée E (nouvelle), conformément aux dispositions des chapitres I et III à VII de l'arrêté préfectoral du 5 février 2001 modifié susvisé.

##### **Article 4 :** Autres autorisations administratives

La présente autorisation ne préjuge en rien des autres autorisations administratives, celles notamment ayant trait aux opérations de construction, et (ou) de défrichement, déboisement le cas échéant, dont la société NOVACARB aura à se pourvoir en tant que de besoin préalablement à toute exécution des travaux intéressés.

**Article 5 :** Information de la DREAL. RGIE

La Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine est immédiatement informée de tout incident ou accident susceptible

de mettre en cause la sécurité publique ou du personnel, ou bien la protection de l'environnement.

Les dispositions du règlement général des industries extractives – RGIE s'appliquent.

**Article 6 :** Information du préfet

L'exploitant informe le préfet des modifications qu'il envisage d'apporter à ses travaux, à ses installations ou à ses méthodes de travail lorsqu'elles sont de nature à entraîner un changement substantiel des données du dossier mis à l'enquête publique. Sur la base des informations communiquées, le préfet prend, soit un arrêté de prescriptions supplémentaires, soit fait connaître au bénéficiaire qu'il doit déposer une nouvelle demande d'autorisation d'ouverture de travaux miniers dans les formes prévues par le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié sus visé. Dans ce dernier cas, les travaux peuvent être poursuivis selon les modalités initiales prévues jusqu'à ce qu'il soit statué sur cette nouvelle demande.

**Article 7 :** Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée jusqu'au 31 décembre 2018.

**Article 8 :** Défaillance de l'exploitant

En cas de défaillance ou disparition de l'exploitant avant que ne soit mis en sécurité et réaménagé l'ensemble des installations et des travaux miniers concernés par la présente autorisation, il sera mis en œuvre la caution solidaire et indivisible donnée par la société NOVACAP au profit de sa filiale NOVACARB relative à l'exécution par cette dernière de ses engagements concernant « la fermeture des puits de la saline et les dommages susceptibles de survenir après renonciation à la concession ».

**Article 9 :** Recours

Le présent arrêté préfectoral, dans le délai de deux mois, compté à partir de la date de sa notification, peut faire l'objet d'un recours :

- hiérarchique devant le ministre chargé des mines ;

- contentieux devant le Tribunal administratif de Nancy.

**Article 10 :** Publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis pour affichage au maire de la commune de Lenoncourt.

Un extrait de l'arrêté est publié aux frais du demandeur, dans les journaux où l'avis d'enquête publique a été inséré.

**Article 11 :** Notification et exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine et le maire de Lenoncourt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à M. le Directeur de la société NOVACARB, usine de La Madeleine à Laneuveville-devant-Nancy, et transmis à titre d'information à :

- Mme le Maire de la commune de Cerville et MM. les Maires des communes de Art-sur-Meurthe et Saulxures-lès-Nancy ;

- M. le Directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle ;

- M. le Directeur régional des Affaires culturelles ;

- M. le Délégué territorial de l'Agence régionale de Santé Lorraine ;

- M. le Général, commandant la région Terre Nord-Est.

Nancy, le 9 janvier 2013

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY

*Le plan d'exploitation annexé est consultable à la préfecture, direction de l'action locale, bureau des procédures environnementales.*

---

**Arrêté du 14 janvier 2013 relatif à la prolongation du mandat des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2011-832 du 12 juillet 2011 relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et à la désignation des associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique au sein de certaines instances

VU le décret n° 2011-833 du 12 juillet 2011 fixant la liste des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2006 modifié portant création de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2010 modifié portant composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) ;

CONSIDÉRANT que le mandat des membres de la CDNPS expire le 15 janvier 2013 ;

CONSIDÉRANT que la désignation des représentants de la Chambre d'Agriculture au sein de la CDNPS ne pourra intervenir qu'à l'issue des prochaines élections au sein de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDÉRANT que la désignation des représentants du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) au sein de la CDNPS ne pourra intervenir qu'à l'issue de la prochaine réunion plénière du CSRPN prévue le 24 janvier 2013 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La durée du mandat des membres actuels de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites est prolongée jusqu'au 31 mars 2013.

**Article 2 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 14 janvier 2013

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**  
**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE**  
**DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
*Etablissements médico-sociaux*

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0581 du 29 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du CAMSP DE NANCY – FINESS n° 540 009 487**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
 Le Président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;  
 VU le code de la sécurité sociale ;  
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;  
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;  
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;  
 VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;  
 VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
 VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
 VU l'arrêté préfectoral en date du 17 avril 1985 autorisant la création du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce, à NANCY géré par l'Association pour la Promotion des Actions Médico-Sociales Précoces de Lorraine ;  
 CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 26 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le CAMSP DE NANCY – FINESS n°54 000 9487 pour l'exercice 2012.

**D E C I D E N T**

**Article 1er :** La dotation globale de soins s'élève à **764.379,95 €** pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAMSP DE NANCY FINESS n° 54 000 9487 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	25000
	- dont CNR	631,85
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	650 380,20
	- dont CNR	39 358,12
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	88 999,75
	- dont CNR	11 648,70
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	<b>764 379,95</b>
<b>Recettes</b>	Groupe I - Produits de la tarification	<b>764 379,95</b>
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	<b>764379,95</b>

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** La dotation globale de soins est versée en application des dispositions de l'article R.314-123 du CASF :

- pour 20% par le département d'implantation, soit un montant de **152 875,99 €**

- pour 80% par l'assurance maladie, soit un montant de **611 503,96 €**.

**Article 3 :** La fraction forfaitaire imputable à l'assurance maladie, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **50.958,66 €**.

**Article 4 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 5 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1<sup>er</sup> de la présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 6 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine, Madame la directrice adjointe aux solidarités sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association pour la Promotion des Actions Médico-Sociales Précoces de Lorraine pour le CAMSP DE NANCY – FINESS n° 54 000 9487.

Nancy, le 29 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

Pour le Président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle  
et par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe aux Solidarités,  
Béatrice LONGUEVILLE

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0582 du 29 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du CAMSP DE LONGWY – FINESS n° 540 019 775**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Le Président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 publiée au journal officiel du 22 décembre 2011  
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 avril 1985 autorisant la création du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce, sis 73 rue Isabey – 54000 NANCY et Antenne, 5 rue Hippolyte Huart – 54400 LONGWY et gérés par l'Association pour la Promotion des Actions Médico-Sociales Précoces de Lorraine ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 26 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le CAMSP de Longwy – FINESS n° 540019775 pour l'exercice 2012.

**D E C I D E N T**

**Article 1er :** La dotation globale de soins s'élève à **466.255,78 €** pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAMSP de Longwy – FINESS n° 540019775 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	24.611,52 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	404.359,30 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	75.289,58 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	504.260,40 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	446.255,78 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	38.004,62 €
	Reprise d'excédents	20.000,00 €
	TOTAL Recettes	504.260,40 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** La dotation globale de soins est versée en application des dispositions de l'article R.314-123 du CASF :

- pour 20% par le département d'implantation, soit un montant de **89.251,15 €**

- pour 80% par l'assurance maladie, soit un montant de **357.004,60 €**

**Article 3 :** La fraction forfaitaire imputable à l'assurance maladie, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **29.750,38 €** ;

**Article 4 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 5 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1<sup>er</sup> de la présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 6 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine, madame la directrice adjointe aux solidarités sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association pour la Promotion des Actions Médico-Sociales Précoces de Lorraine pour le CAMSP de Longwy – FINESS n° 540019775.

Nancy, le 29 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

Pour le Président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle  
et par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe aux Solidarités,  
Béatrice LONGUEVILLE

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0583 du 29 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du CAMSP DE LUNEVILLE – FINESS n° 540 016 789**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Le Président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 publiée au journal officiel du 22 décembre 2011  
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n°3602 autorisant la création d'un Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) à LUNEVILLE, présentée par l'association pour la Promotion des Actions Médico-Sociales Précoces de Lorraine – 82, Quai Le Lorrain - 54000 NANCY ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 26 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le CAMSP DE LUNEVILLE – FINESS n° 540016789 pour l'exercice 2012.

**D E C I D E N T**

**Article 1er :** La dotation globale de soins s'élève à **407.055,38 €** pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAMSP DE LUNEVILLE FINESS n° 540016789 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I -Dépenses afférentes à l'exploitation courante	17.000,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	341.642,96 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	48.412,42 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	407.055,38 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	407.055,38 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	407.055,38 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** La dotation globale de soins est versée en application des dispositions de l'article R.314-123 du CASF :

- pour 20% par le département d'implantation, soit un montant de **81.411,08 €**

- pour 80% par l'assurance maladie, soit un montant de **325.644,30 €**

**Article 3 :** La fraction forfaitaire imputable à l'assurance maladie, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **27.137,03 €** ;

**Article 4 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 5 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1<sup>er</sup> de la présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 6 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine, madame la directrice adjointe aux solidarités sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association pour la Promotion des Actions Médico-Sociales Précoces de Lorraine pour le CAMSP de Lunéville – FINESS n° 540016789.

Nancy, le 29 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

Pour le Président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle  
et par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe aux Solidarités,  
Béatrice LONGUEVILLE

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0807 du 21 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du CAMSP DE L'IJS – FINESS n° 540 005 246**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Le Président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle,  
Le Président du Conseil Général des Vosges,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;  
VU le code de la sécurité sociale ;  
VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 publiée au journal officiel du 22 décembre 2011  
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;  
VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;  
VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;  
VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
VU l'arrêté en date du 1<sup>er</sup> juin 1978 « autorisant la création d'un CAMSP dénommé CAMSP de l'IJS – FINESS n° 540005246, sis 2, rue Joseph Piroux , 54140, JARVILLE LA MALGRANGE et géré par l'institut des sourds de la Malgrange » ;  
VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0568 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 ;

**D E C I D E N T**

**Article 1er :** La dotation globale de soins s'élève à **351.577,44 €** pour l'exercice budgétaire **2012** couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre **2012** soit pour Jarville-la-Malgrange et Epinal :

- Dotation globale de soins Jarville-la-Malgrange : 298.001,23 €

- Dotation globale de soins Epinal : 53.576,21 €

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAMSP de l'IJS – FINESS n° 540005246 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	17.491,85 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	294.138,16 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	24.740,67 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits (Epinal)	20.101,74
	TOTAL Dépenses	356.472,42 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	351.577,44 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents (Jarville-la Malgrange)	4.894,98 €
	TOTAL Recettes	356.472,42 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** La dotation globale de soins est versée en application des dispositions de l'article R.314-123 du CASF :

**Pour Jarville-la-Malgrange (Meurthe-et-Moselle) :**

- pour 20% par le département d'implantation, soit un montant de : **59.600,25 €**
- pour 80% par l'assurance maladie, soit un montant de **238.400,98 €**

Pour Epinal (Vosges) :

- pour 20% par le département d'implantation, soit un montant de : **10.715,24 €**
- pour 80% par l'assurance maladie, soit un montant de **42.860,97 €**

**Article 3 :** La fraction forfaitaire imputable à l'assurance maladie, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à

- 19.866,75 € pour Jarville-la-Malgrange
- 3.571,75 € pour Epinal

**Article 4 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 5 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1<sup>er</sup> de la présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 6 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, madame la directrice adjointe aux solidarités du conseil général de Meurthe-et-Moselle et le chef de service des établissements médico-sociaux du conseil général des Vosges sont chargés de l'exécution qui sera notifiée à l'institut des sourds de la Malgrange pour le CAMSP de l'IJS – FINESS n°540005246.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

Pour le Président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle  
et par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe aux Solidarités,  
Béatrice LONGUEVILLE

Pour le Président du Conseil Général des Vosges et par délégation,  
Le Chef de Service des Etablissements Médico-Sociaux,  
Marine AUSSÉDAT

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0862 du 20 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM VIVRE AVEC L'AUTISME – FINESS n° 540 020 344 - Site de Pixérécourt – 54 220 MALZEVILLE géré par l'association Vivre Avec l'Autisme (V.A.A.) 12 rue de Fontenoy – 54000 NANCY**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU L'arrêté 2009 DDASS/SSAN°150-DGASOL/DIRECTION PA/PH N°32 du 13 mars 2009 autorisant l'association Vivre avec l'Autisme (VAA) à créer un foyer d'accueil médicalisé (FAM) de 30 places ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 2 octobre 2012 par la personne ayant qualité pour représenter le FAM VAA - FINESS n°540020344 pour l'exercice 2012.

#### DECIDE

**Article 1er :** La dotation globale de soins s'élève à **96.275,00 €** pour l'exercice budgétaire **2012** couvrant la période du 1<sup>er</sup> au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du FAM VAA - FINESS n°540020344 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10.590,25 €
	- dont CNR	5.295,00 €
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	85.684,75 €
	- dont CNR	42.842,50 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	0,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	96.275,00 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	96.275,00 €
	- dont CNR	48.137,50
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	96.275,00 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** La fraction forfaitaire du mois de décembre 2012 versée par l'assurance maladie s'établit à **96.275,00 €**.

**Article 2 bis :** La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire **2013** s'élève à **577.650,00 €** ; la fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établira à **48.137,50 €**.

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'ARS pour le FAM- FINESS n°540020344.

Nancy, le 20 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0863 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'ITEP GAI SOLEIL – FINESS n° 540 000 627 - 14 rue de Metz – 54000 NANCY géré par l'association « Culture et Promotion »**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 mars 1990 autorisant la création d'un institut thérapeutique éducatif pédagogique dénommé «Gai Soleil», sis 14 rue de Metz – 54 000 NANCY et géré par l'association « culture et promotion »

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0496 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ITEP GAI SOLEIL FINESS n°540000627 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	145.310,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	633.453,61 €
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	81.140,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	859.903,61 €
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	846.903,61 €
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	3.500,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	9.500,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	859.903,61 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de l'ITEP GAI SOLEIL - FINESS n° 540000627 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

**à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012**

\* Prix de journée moyen :

- Internat : 382,90 €
- Semi-Internat : 95,25 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012** applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

- Internat : 229,76 €
- Semi-Internat : 173,33 €

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association culture et promotion pour l'ITEP GAI SOLEIL – FINESS n° 540000627  
Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0864 du 21 novembre 2012 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SSEFS de l'Institut des Sourds – FINESS n° 540 009 719 - 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;  
VU le Code de la Sécurité Sociale ;  
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;  
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;  
VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;  
VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;  
VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2002 autorisant la création d'un Etablissement dénommé « Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange », sis 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE et géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange ;  
VU l'arrêté DGARS/N°2011-270 en date du 6 juillet 2011 autorisant l'extension de 25 places sur le SSEFS  
VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0436 du 23/07/2012 fixant la dotation globale de financement pour 2012 ;

#### DECIDE

**Article 1er :** La dotation globale de soins s'élève à **1.876.455,39 €** pour l'exercice budgétaire **2012** couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre **2012**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSEFS de l'Institut des Sourds - FINESS n°540009719 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	45.100,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.583.137,35 €
	- dont CNR	8.250,00 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	248.218,04 €
	- dont CNR	184.000,00 €
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	1.876.455,39 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	1.876.455,39 €
	- dont CNR	192.250,00 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	1.876.455,39 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **156.371,28 €**.

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Institut des Sourds de la Malgrange pour le SSEFIS - FINESS n°540009719.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0866 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du Centre de soins de l'EREA de Flavigny – FINESS n° 540 000 593 - 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 janvier 1969 autorisant la création du Centre de Soins de l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté, sis Rue de Mirecourt – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0453 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire **2012** les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre de Soins de l'EREA de Flavigny - N°540000593 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.948.857,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.920.095,85 €
	- dont CNR	1.533,85 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	115.797,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	3.984.749,85 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	3.966.363,85 €
	- dont CNR	1.533,85 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	13.653,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	4.733,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	3.984.749,85 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire **2012** la tarification des prestations du Centre de Soins de l'EREA de Flavigny - N°540000593 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée pour :

\* Prix de journée moyen :

- Internat et semi-internat : 192,42 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

- Internat et semi-internat : 209,98 €

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS le Centre de Soins de l'EREA de Flavigny - N°540000593.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0867 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'ITEP DE REALISE FINESS n° 540 002 052 – 15 rue Saint-Charles – 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 décembre 1998 autorisant la création d'un institut thérapeutique éducatif pédagogique dénommé «l'Escale», sis 15 rue Saint-Charles – 54140 JARVILLE et géré par l'association REALISE ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0457 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour 2012 ;

#### DECIDE

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ITEP de REALISE – FINESS N° 540002052 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	350.738,78 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	2.435.294,60 €
	- dont CNR	3.851,78 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	325.024,44 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	3.111.057,82 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	3.107.977,82 €
	- dont CNR	3.851,78 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	3.080,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	3.111.057,82 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de l'ITEP DE REALISE – FINESS N°540002052 est fixée comme suit : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012 est fixée pour :

- Prix de journée moyen :
- Internat et semi-internat : 218,06 €

□ Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

- Internat et semi-internat : 283,48 €

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association REALISE pour l'ITEP– FINESS N° 540002052.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0868 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « Georges Finance » - FINESS n° 540 000 213 - 4 avenue JF Kennedy – BP 216 – 54202 TOUL Cedex géré par l'AEIM**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 avril 1993 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) «Georges Finance», sis 4 avenue JF Kennedy – BP216 – 54 202 TOUL Cedex et géré par l'AEIM ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0458 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 ;

#### DECIDE

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME « Georges Finance » - FINESS n°540000213 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	341.200,00
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.084.228,44
	- dont CNR	41.042,18
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	147.091,02
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
Recettes	TOTAL Dépenses	1.572.519,46
	Groupe I - Produits de la tarification	1.491.158,60
	- dont CNR	41.042,18
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	46.256,45
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	3.000,00
	Reprise d'excédents	32.104,41
	TOTAL Recettes	1.572.519,46

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2** : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de l'IME « Georges Finance » - FINESS n°540000213 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée pour :

- Prix de journée moyen :
- Semi-internat : 134,99 €

**Article 2 bis** : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

- \* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
- Semi-internat : 134,99 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

- \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- Semi-internat : 134,99 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

- \* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
- Semi-internat: 70,63 €
- \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- Semi-internat : 64,36 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Semi-internat: 150,52 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

- \* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
- Semi-internat: 150,52 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

- \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- Semi-internat: 150,52 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

- \* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
- **Semi-internat : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**
- \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- **Semi-internat: 150,52 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**

**Article 3** : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4** : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5** : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour l'IME « Georges Finance » - FINESS n°540000213.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0869 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « Jean l'Hôte » - FINESS n° 540 000 221 - Chemin du Harquet – BP 126 – 54305 LUNEVILLE Cedex géré par l'AEIM**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
 VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
 VU l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 1993 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) « Jean l'Hôte », sis Chemin du Harquet – 54 305 LUNEVILLE Cedex et géré par l'AEIM ;  
 VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0459 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire **2012** les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME « Jean l'Hôte » - FINESS n°540000221 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	573.896,02 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.771.464,54 €
	- dont CNR	53.038,91 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	225.252,28 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	<b>TOTAL Dépenses</b>	<b>2.570.612,84 €</b>
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	2.427.213,84 €
	- dont CNR	53.038,91 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	143.399,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	<b>TOTAL Recettes</b>	<b>2.570.612,84 €</b>

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire **2012** la tarification des prestations de l'IME « Jean l'Hôte » - FINESS n°540000221 est fixée comme suit :  
 En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée pour :

\* Prix de journée moyen :

- Externat Annexe 24 : 73,09 €
- Externat Annexe 24 Ter : 72,37 €

**Article 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée comme suit:

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

- \* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
  - Externat Annexe 24 : 73,09 €
  - Externat Annexe 24 Ter : 72,37 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

- \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
  - Externat Annexe 24 : 73,09 €
  - Externat Annexe 24 Ter : 72,37 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

- \* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
  - Externat Annexe 24 : 70,63 €
  - Externat Annexe 24 Ter : 70,63 €

- \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
  - Externat Annexe 24 : 2,46 €
  - Externat Annexe 24 Ter : 1,74 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Externat Annexe 24 : 150,59 €
- Externat Annexe 24 Ter : 225,82 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

- \* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
  - Externat Annexe 24 : 150,59 €
  - Externat Annexe 24 Ter : 225,82 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

- \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
  - Externat Annexe 24 : 150,59 €
  - Externat Annexe 24 Ter : 225,82 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

- \* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
  - **Externat Annexe 24 : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**
  - **Externat Annexe 24 Ter : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**
- \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
  - **Externat Annexe 24 : 150,59 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**
  - **Externat Annexe 24 Ter : 225,82 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour l'IME « Jean l'Hôte » - FINESS n°540000221

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
 Philippe ROMAC

Décision ARS-DT54 n° 2012-0870 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « Raymond Carel » - FINESS n° 540 000 239/540 000 254 - 2 rue des Martyrs du Nazisme – BP 53 – 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT géré par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;  
 VU le code de la sécurité sociale ;  
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 publiée au journal officiel du 22 décembre 2011  
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;  
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;  
 VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;  
 VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
 VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
 VU l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 1996 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) «Raymond Carel», sis 2 rue des Martyrs du Nazisme – BP 53 – 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT et géré par l'AEIM ;  
 VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0460 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 ;

#### DECIDE

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME «Raymond Carel», FINESS n° 540000239/540000254 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.352.477,80
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	4.981.338,37
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	491.246,10
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
Recettes	TOTAL Dépenses	6.823.624,76
	Groupe I - Produits de la tarification	6.815.574,76
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	8.050,00
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	6.823.624,76

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de l'IME «Raymond Carel», FINESS n° 540000239/540000254 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012 est fixée pour :

- \* Prix de journée moyen :
  - Internat : 261,31 €
  - Semi-internat : 157,52 €
  - Annexe 24 Ter : 190,59 €

**Article 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012 est fixée comme suit:

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

- \* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
  - Internat : 261,31 €
  - Semi-internat : 157,52 €
  - Annexe 24 Ter : 190,59 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

- \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
  - Internat : 261,31 €
  - Semi-internat : 157,52 €
  - Annexe 24 Ter : 190,59 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

- \* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
  - Internat : 70,63 €
  - Semi-internat : 70,63 €
  - Annexe 24 Ter : 70,63 €

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 190,68 €
- Semi-internat : 86,89 €
- Annexe 24 Ter : 119,96 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 306,19 €
- Semi-internat : 163,46 €
- Annexe 24 Ter : 281,04 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :
  - \* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
    - Internat : 306,19 €
    - Semi-internat : 163,46 €
    - Annexe 24 Ter : 281,04 €
- Amendements Creton orientés en Foyers :
  - \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
    - Internat : 306,19 €
    - Semi-internat : 163,46 €
    - Annexe 24 Ter : 281,04 €
- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)
  - \* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
    - Internat : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N
    - Semi-internat : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N
    - Annexe 24 Ter : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N
  - \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
    - Internat : 306,19 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N
    - Semi-internat : 163,46 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N
    - Annexe 24 Ter : 281,04 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour l'IME « Raymond Carel » - FINESS n°540000239/540000254.

Nancy, le 21 novembre 2012  
 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
 Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0871 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « Claude Monet » - FINESS n° 540 000 247 - 121 rue de l'Abbé de l'Epée – 54700 PONT-A-MOUSSON géré par l'AEIM**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;  
 VU le code de la sécurité sociale ;  
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011  
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;  
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;  
 VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;  
 VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
 VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
 VU l'arrêté préfectoral en date du 27 avril 1993 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) « Claudel Monet », sis 121 rue de l'Abbé de l'Epée – 54700 PONT-A-MOUSSON et géré par l'AEIM ;  
 VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0461 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME « Claude Monet » FINESS n°540000247 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	478.124,50 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.469.873,73 €
	- dont CNR	99.579,51 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	197.247,66 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	2.145.245,89 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	1.899.340,66 €
	- dont CNR	99.579,51 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	33.304,80 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	2.600,43 €
	Reprise d'excédents	210.000,00 €
	TOTAL Recettes	2.145.245,89 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de l'IME « Claude Monet » FINESS n°540000247 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée pour :

\* Prix de journée moyen :

- Externat Annexe 24 : 132,82 €
- Externat Annexe 24 Ter : 323,10 €

**Article 2 bis** : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

\* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Externat Annexe 24 : 132,82 €
- Externat Annexe 24 Ter : 323,10 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Externat Annexe 24 : 132,82 €
- Externat Annexe 24 Ter : 323,10 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

\* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Externat Annexe 24 : 70,63 €
- Externat Annexe 24 Ter : 70,63 €

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Externat Annexe 24 : 62,19 €
- Externat Annexe 24 Ter : 252,47 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Externat Annexe 24 : 121,43 €
- Externat Annexe 24 Ter : 240,32 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

\* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Externat Annexe 24 : 121,43 €
- Externat Annexe 24 Ter : 240,32 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Externat Annexe 24 : 121,43 €
- Externat Annexe 24 Ter : 240,32 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

\* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- **Externat Annexe 24 : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**
- **Externat Annexe 24 Ter : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- **Externat Annexe 24 : 121,43 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**
- **Externat Annexe 24 Ter : 240,32 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**

**Article 3** : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4** : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5** : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour l'IME « Claude Monet » FINESS n°540000247.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0872 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « les trois Tilleuls » - FINESS n° 540 000 833 - 1 rue des Tilleuls – 54720 CHENIERES géré par l'AEIM**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mai 1971 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) « Les Trois Tilleuls », sis 1 rue des Tilleuls – 54720 CHENIERES et géré par l'AEIM ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0463 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 ;

#### D E C I D E

**Article 1er** : Pour l'exercice budgétaire **2012** les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME « Les Trois Tilleuls » FINESS n°540000833 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	486.965,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.793.309,51 €
	- dont CNR	1.345,50 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	218.839,33 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
Recettes	TOTAL Dépenses	2.499.113,84 €
	Groupe I - Produits de la tarification	2.406.263,31 €
	- dont CNR	1.345,50 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	9.113,92 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	833,33 €
	Reprise d'excédents	82.903,28 €
	TOTAL Recettes	2.499.113,84 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2** : Pour l'exercice budgétaire **2012** la tarification des prestations de l'IME «Les Trois Tilleuls» FINESS n°540000833 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée pour :

\* Prix de journée moyen :

- Semi-internat Annexe 24 : 281,73 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 334,10 €

**Article 2 bis** : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

\* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat Annexe 24 : 281,73 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 334,10 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat Annexe 24 : 281,73 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 334,10 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

\* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat Annexe 24 : 70,63 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 70,63 €

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat Annexe 24 : 211,10 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 263,47 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Semi-internat Annexe 24 : 162,81 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 282,46 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

\* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat Annexe 24 : 162,81 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 282,46 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat Annexe 24 : 162,81 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 282,46 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

\* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- **Semi-internat tout annexe confondu : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- **Semi-internat Annexe 24 : 162,81 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**
- **Semi-internat Annexe 24 Ter : 282,46 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**

**Article 3** : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4** : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5** : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour l'IME « les trois Tilleuls » - FINESS n° 540000833.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0873 du 21 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD de l'AEIM – FINESS n°540 004 447 - 6 allée Saint Cloud – 54600 VILLERS-LES-NANCY géré par l'AEIM**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 mars 1987 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile, sis 6 allée de Longchamp – Parc d'activités de l'hippodrome –54600 VILLERS-LES-NANCY et géré par l'AEIM ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0464 du 23/07/2012 fixant la dotation globale de financement pour 2012 ;

#### DECIDE

**Article 1er :** La dotation globale de soins s'élève à **1.930.890,54 €** pour l'exercice budgétaire **2012** couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre **2012**.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD de l'AEIM - FINESS n°540004447 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	93.142,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.643.007,89 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	286.679,21 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	2.022.829,10 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	1.930.890,54 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	11.938,56 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	80.000,00 €
	TOTAL Recettes	2.022.829,10 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **160.907,55 €**.

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour le SESSAD - FINESS n°540004447.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0874 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du Centre pour Polyhandicapés de BLAMONT – FINESS n° 540 013 877 - 33 rue du Château – 54450 BLAMONT géré par la Croix Rouge Française**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 janvier 1999 autorisant la création d'un Centre pour Polyhandicapés dénommé «Les Rives du Château», sis 33 rue du Château – 54450 BLAMONT et géré par la Croix Rouge Française ;  
VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0466 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 ;

# **D E C I D E**

**Article 1er** : Pour l'exercice budgétaire **2012** les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre pour Polyhandicapés «Les Rives du Château» - FINESS n°540013877 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	564.638,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	2.866.358,00 €
	- dont CNR	600,00 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	458.908,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	<b>TOTAL Dépenses</b>	<b>3.889.904,00 €</b>
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	3.637.004,00 €
	- dont CNR	600,00 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	85.900,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	22.000,00 €
	Reprise d'excédents	145.000,00 €
	<b>TOTAL Recettes</b>	<b>3.889.904,00 €</b>

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2** : Pour l'exercice budgétaire **2012** la tarification des prestations du Centre pour Polyhandicapés «Les Rives du Château» - FINESS n°540013877 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée pour :

\* Prix de journée moyen :

- Internat: 497,58 €

**Article 2 bis** : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée comme suit:

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

\* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat: 497,58 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat: 497,58 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

\* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat: 70,63 €

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat: 426,95 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat: 313,89 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

\* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat: 313,89 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat: 313,89 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

\* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- **Internat: 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- **Internat : 313,89 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**

**Article 3** : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4** : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5** : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la Croix Rouge Française pour le Centre pour Polyhandicapés «Les Rives du Château» - FINESS n°540013877.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0875 du 23 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du CRA du CPN – FINESS n° 540 015 468 - Boîte Postale 1010 – 54521 LAXOU Cedex géré par le Centre Psychothérapique de Nancy**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 décembre 2005 autorisant la création d'un Centre de Ressource de l'Autisme (CRA), sis au CPN de LAXOU et géré par le centre psychothérapique de Nancy à LAXOU ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0470 du 23/07/2012 fixant la dotation globale de financement pour 2012 ;

#### DECIDE

**Article 1er :** La dotation globale de soins s'élève à **225.915,49 €** pour l'exercice budgétaire **2012** couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre **2012**.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du CRA du CPN - FINESS n°540015468 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	37.650,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	407.872,15 €
	- dont CNR	29.100,00 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	35.435,29 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	480.957,44 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	225.915,49 €
	- dont CNR	29.100,00 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	227.983,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	27.058,95 €
	TOTAL Recettes	480.957,44 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **18.826,29 €**.

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au CPN pour le CRA - FINESS n°540015468.

Nancy, le 23 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0876 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS du CPN - FINESS n° 540 018 736 - gérée par le Centre Psychothérapique de Nancy à LAXOU**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 1997 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée (MAS), sise au CPN de LAXOU et gérée par le Centre Psychothérapique de Nancy à LAXOU ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0471 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour 2012 ;

#### DECIDE

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la MAS du CPN - FINESS n°540018736 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.135.470,97 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	2.989.799,00 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	524.010,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	4.649.279,97 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	4.206.123,65 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	347.400,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	36.350,00 €
	Reprise d'excédents	59.406,32 €
	TOTAL Recettes	4.649.279,97 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de la MAS du CPN - FINESS n°540018736 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée pour :

\* Prix de journée moyen :

- Accueil Permanent : 201,00 €

- Accueil de jour : 201,00 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Accueil Permanent : 198,42 €

- Accueil de jour : 198,42 €

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au CPN pour la MAS - FINESS n°540018736.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0877 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de l'ALAGH à Nancy - FINESS n° 540 004 538 - gérée par l'ALAGH -1161 avenue Pinchard – 54 100 NANCY**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 06 août 1980 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée, sis 1161 avenue Pinchard – 54 100 NANCY et gérée par l'ALAGH ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0474 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour 2012 ;

#### DECIDE

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la MAS de l'ALAGH à Nancy - FINESS n°540004538 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	912.961,98 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	4.505.715,46 €
	- dont CNR	1.977,20 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	853.325,24 €
	- dont CNR	97.617,00 €
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	6.272.002,68 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	5.274.516,68 €
	- dont CNR	99.594,00 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	647.400,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	87.086,00 €
	Reprise d'excédents	263.000,00 €
	TOTAL Recettes	6.272.002,68 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2** : Pour l'exercice budgétaire **2012** la tarification des prestations de la MAS de l'ALAGH à Nancy - FINESS n°540004538 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée pour :

\* Prix de journée moyen :

- Internat : 313,52 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

- Internat : 263,03 €

**Article 3** : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4** : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5** : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'ALAGH pour la MAS de Nancy - FINESS n°540004538.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

#### **Décision ARS-DT54 n° 2012-0878 du 21 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM de l'ALAGH – FINESS n° 540 012 606 - 1161 avenue Pinchard – 54100 NANCY géré par l'ALAGH**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juin 1990 autorisant la création du foyer d'accueil médicalisé, sis 1161 avenue Pinchard – 54 100 NANCY et géré par l'ALAGH ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0475 du 23/07/2012 fixant la dotation globale de financement pour 2012 ;

#### **D E C I D E**

**Article 1er** : La dotation globale de soins s'élève à **312.960,34 €** pour l'exercice budgétaire **2012** couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre **2012**.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du FAM de l'ALAGH - FINESS n°540012606 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	164.096,26 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	140.325,06 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	8.539,02 €
	- dont CNR	4.636,00 €
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	312.960,34 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	312.960,34 €
	- dont CNR	4.636,00 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	306.778,34 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **26.080,03 €**.

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'ALAGH pour le FAM - FINESS n°540012606.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0879 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de Vandoeuvre - FINESS n° 540 005 436 - ZAC de Brabois – Rue de Ludres – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY gérée par l'AEIM**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 31 mars 1983 autorisant la création d'une maison d'accueil spécialisée, (MAS) sise ZAC de Brabois – Rue de Ludres 54500 Vandœuvre-lès-Nancy et gérée par l'AEIM ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0465 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire **2012** les recettes et les dépenses prévisionnelles de la MAS de l'AEIM - FINESS n°540005436 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	729.354,23 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	3.215.291,60 €
	- dont CNR	2.400,75 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	605.958,83 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	97.720,50 €
	TOTAL Dépenses	4.648.325,16 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	4.338.130,82 €
	- dont CNR	2.400,75 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	307.084,16 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	3.110,18 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	4.648.325,16 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire **2012** la tarification des prestations de la MAS de l'AEIM - FINESS n°540005436 est fixée comme suit : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée pour :

- \* Prix de journée moyen :
  - Internat : 285,21 €
  - Semi-internat : 257,92 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera :
 

- Internat : 233,10 €
- Semi-internat : 234,74 €

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour la MAS - FINESS n°540005436.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0880 du 21 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SAMSAH de Rosières-aux-Salines – FINESS n° 540 004 058 - 4 rue Léon Parisot – 54110 ROSIERES-AUX-SALINES géré par le CAP'S de Rosières**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté conjoint Préfet/Président du Conseil Général n°508 du 30 juillet 2008 autorisant le Carrefour d'Accompagnement Public Social (CAP'S) de ROSIERES-AUX-SALINES à étendre la capacité du Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH) de 20 places ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0479 du 23/07/2012 fixant la dotation globale de financement pour 2012 ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** La dotation globale de soins s'élève à **419.268,39 €** pour l'exercice budgétaire **2012** couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre **2012**.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SAMSAH de Rosières-aux-Salines FINESS n° 540004058 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	27.024,24 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	405.614,36 €
	- dont CNR	32.000,00 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	8.846,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	441.484,60 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	419.268,39 €
	- dont CNR	32.000,00 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	22.216,21 €
	TOTAL Recettes	441.484,60 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **34.939,03 €**.

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au CAP'S de Rosières-aux-Salines pour le SAMSAH de Rosières-aux-Salines FINESS n° 540004058.

Nancy, le 21 novembre 2012 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0881 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de Mont Saint Martin - FINESS n° 540 019 296 - 4 rue Alfred Labbé – 54350 MONT-SAINT-MARTIN gérée par l'ALAGH**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n°378 en date du 21 Avril 2009 portant transfert à l'Association Lorraine d'Aide aux Grands Handicapés (ALAGH) de la MAS de Mont Saint Martin précédemment accordée à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0476 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour 2012 ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire **2012** les recettes et les dépenses prévisionnelles de la MAS de Mont Saint Martin - FINESS n°540019296 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	661.056,51 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	2.764.807,86 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	470.401,06 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	3.896.265,43 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	3.595.765,43 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	280.200,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	20.300,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	3.896.265,43 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire **2012** la tarification des prestations de la MAS de Mont Saint Martin - FINESS n°540019296 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée pour :

\* Prix de journée moyen :

- Internat : 312,69 €

- Accueil de jour : 59,05 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

- Internat : 230,79 €

- Accueil de jour : 206,17 €

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'ALAGH pour la MAS de Mont Saint Martin - FINESS n°540019296.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0882 du 21 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM de Bayon – FINESS n° 540 013 539 - Route de Baccarat – 54290 BAYON géré par le CAP'S de Rosières-aux-Salines**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;  
 VU le code de la sécurité sociale ;  
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011  
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;  
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;  
 VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;  
 VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
 VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
 VU l'arrêté préfectoral en date du 21 octobre 1999 autorisant la création d'un foyer d'accueil médicalisé, sis Route de Baccarat – 54290 BAYON et géré par l'Etablissement Public Communal de Rosières-aux-Salines ;  
 VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0480 du 23/07/2012 fixant la dotation globale de financement pour 2012 ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** La dotation globale de soins s'élève à **350.177,00 €** pour l'exercice budgétaire **2012** couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre **2012**.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du FAM de Bayon - FINESS n°540013539 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	71.477,00 €
	- dont CNR	24.000,00 €
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	277.200,00 €
	- dont CNR	44.000,00 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	1.500,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	350.177,00 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	350.177,00 €
	- dont CNR	68.000,00 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	350.177,00 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **29.181,42 €**.

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au CAP'S pour le FAM - FINESS n°540013539.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
 Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0883 du 21 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SAMSAH La Maison du Pré Saint Charles – FINESS n° 540 014 388 - 21 rue de la Meuse – 54860 HAUCOURT-MOULAINÉ géré par l'Association AEIM**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;  
 VU le code de la sécurité sociale ;  
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté conjoint Préfet/Président du Conseil Général n°515 en date du 30 juillet 2008 autorisant la transformation de la Structure Innovante avec Soins Médicaux en Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH) dénommé « La Maison du Pré St Charles », sis 21 rue de la Meuse – 54860 HAUCOURT-MOULAINES et gérée par L'AEIM ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0489 du 23/07/2012 fixant la dotation globale de financement pour 2012 ;

#### DECIDE

**Article 1er :** La dotation globale de soins s'élève à **202.118,34 €** pour l'exercice budgétaire **2012** couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre **2012**.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SAMSAH - La Maison du Pré Saint Charles - FINESS n°540014388 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6.588,08 €
	- dont CNR	1.100,00 €
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	201.414,78 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	7.039,82 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	215.042,68 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	202.118,34 €
	- dont CNR	1.100,00 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	12.924,34 €
	TOTAL Recettes	215.042,68 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **16.843,20 €**.

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour le SAMSAH - La Maison du Pré Saint Charles - FINESS n°540014388.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0884 du 21 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SSIAD Section Personnes Handicapées – FINESS n° 540 016 458 - 15 Allée des Grands Pâquis – 54180 HEILLECOURT géré par le Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques de Lorraine (GIHP)**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 6 avril 2006 autorisant la création d'un service de soins infirmiers à domicile pour personnes handicapées (SSIADPH), sis 15 Allée des Grands Pâquis - 54180 HEILLECOURT géré par le Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques de Lorraine (GIHP) ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0485 du 23/07/2012 fixant la dotation globale de financement pour 2012 ;

#### DECIDE

**Article 1er** : La dotation globale de soins s'élève à **311.239,33 €** pour l'exercice budgétaire **2012** couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre **2012**.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSIAD PH du GIHP - FINESS n° 540016458 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	47.700,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	251.258,61 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	8.438,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	3.842,72 €
	TOTAL Dépenses	311.239,33 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	311.239,33 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	311.239,33 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2** : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **25.936,61 €**.

**Article 3** : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4** : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5** : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association GIHP pour le SSIADPH - FINESS n° 540016458.

Nancy, le 21 novembre 2012  
 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
 Philippe ROMAC

#### Décision ARS-DT54 n° 2012-0885 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de LUNEVILLE - FINESS n° 540 019 932 - gérée par la Croix Rouge – 8 avenue Caumont La Force – 54300 LUNEVILLE

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juillet 2006 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée sise 8 rue Caumont La Force – 54300 LUNEVILLE gérée par la Croix Rouge ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0494 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour 2012 ;

#### DECIDE

**Article 1er** : Pour l'exercice budgétaire **2012** les recettes et les dépenses prévisionnelles de la MAS de Lunéville - FINESS n°540019932 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	599.793,52 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	2.159.426,76 €
	- dont CNR	600,00 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	522.731,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
Recettes	TOTAL Dépenses	3.281.951,28 €
	Groupe I - Produits de la tarification	2.803.295,28 €
	- dont CNR	600,00 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	248.906,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	229.750,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	3.281.951,28 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de la MAS de Lunéville - FINESS n°540019932 est fixée comme suit : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée pour :

\* Prix de journée moyen :

- Internat : 265,13 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 209,85 €

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la Croix Rouge pour la MAS de Lunéville - FINESS n°540019932.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0886 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du Centre d'Education Motrice de Flavigny – FINESS n°540 018 777 - 46 rue du Doyen Parisot – 54 630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 1997 autorisant la création d'un Centre d'Education Motrice, sis 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0455 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Education Motrice de Flavigny - N°540018777 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.931.724,05 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	6.846.371,84 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	1.493.563,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	192.916,15 €
Recettes	TOTAL Dépenses	10.464.575,04 €
	Groupe I - Produits de la tarification	9.895.916,04 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	189.678,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	378.981,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	10.936.825,12 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2** : Pour l'exercice budgétaire **2012** la tarification des prestations du Centre d'Education Motrice de Flavigny - N°540018777 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée pour :

- \* Prix de journée moyen :
  - Semi-Internat : 200,00 €
  - Internat bis : 200,00 €
  - Internat ter : 420,76 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Semi-Internat : 384,15 €
- Internat bis : 450,61 €
- Internat ter : 583,31 €

**Article 2 bis** : En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

- \* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
  - Semi-Internat : 200,00 €
  - Internat bis : 200,00 €
  - Internat ter : 420,76 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

- \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
  - Semi-Internat : 200,00 €
  - Internat bis : 200,00 €
  - Internat ter : 420,76 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

- \* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
  - Semi-Internat : 70,63 €
  - Internat bis : 70,63 €
  - Internat ter : 70,63 €
- \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
  - Semi-Internat : 129,37 €
  - Internat bis : 129,37 €
  - Internat ter : 350,13 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

- \* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
  - Semi-Internat : 384,15 €
  - Internat bis : 450,61 €
  - Internat ter : 583,31 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

- \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
  - Semi-Internat : 384,15 €
  - Internat bis : 450,61 €
  - Internat ter : 583,31 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

- \* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
  - **Semi-Internat, Internat bis et Internat ter : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**
- \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
  - **Semi-Internat : 384,15 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**
  - **Internat bis : 450,61 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**
  - **Internat ter : 583,31 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**

**Article 3** : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4** : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5** : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour le Centre d'Education Motrice de Flavigny - N°540018777.

Nancy, le 21 novembre 2012  
 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
 Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0888 du 21 novembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD DE REALISE - FINESS n° 540 013 455 - 15 rue Saint-Charles – 54 140 JARVILLE géré par l'association REALISE**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 avril 1993 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile dénommé «l'Escale», sis 15 rue Saint-Charles – 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0456 du 23/07/2012 fixant la dotation globale de financement pour 2012 ;

#### DECIDE

**Article 1er** : La dotation globale de soins s'élève à **831.521,07 €** pour l'exercice budgétaire **2012** couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre **2012**.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD de REALISE FINESS n° 540013455 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	54.703,10 €
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	578.731,48 €
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	198.086,46 €
	- dont CNR	132.701,81 €
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	831.521,07 €
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	831.521,07 €
	- dont CNR	132.701,81 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	831.521,07 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2** : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **69.293,42 €** ;

**Article 3** : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4** : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5** : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association REALISE pour le SESSAD - FINESS n° 540013455.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0889 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « les Orchidées » - FINESS n° 540 000 817- 10 rue Albert 1<sup>er</sup> – BP 93 – 54154 BRIEY Cedex géré par l'AEIM**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 1990 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) «Les Orchidées», sis 10 rue Albert 1<sup>er</sup> – BP 93 – 54154 BRIEY Cedex et géré par l'AEIM ;  
VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0462 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire **2012** les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME « les Orchidées » FINESS n°540000817 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	520.133,45 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.227.892,94 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	177.013,61 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	<b>TOTAL Dépenses</b>	<b>1.925.040,00 €</b>
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	1.769.302,18 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	58.474,68 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	2.081,61 €
	Reprise d'excédents	95.181,53 €
	<b>TOTAL Recettes</b>	<b>1.925.040,00 €</b>

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire **2012** la tarification des prestations de l'IME « les Orchidées » FINESS n°540000817 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée pour :

\* Prix de journée moyen :

- Semi-internat: 47,45 €

**Article 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée comme suit:

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

\* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat: 130,78 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat: 130,78 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

\* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat: 70,63 €

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat: 60,15 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Semi-internat: 133,10 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

\* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat: 133,10 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat: 133,10 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

\* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- **Semi-internat : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- **Semi-internat: 62,47 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour l'IME « les Orchidées » FINESS n°540000817.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0890 du 21 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de Rosières-aux-Salines - FINESS n° 540 012 531 - Avenue des Vosges – 54110 ROSIERES-AUX-SALINES gérée par le CAP'S de Rosières-aux-Salines**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;  
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;  
 VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;  
 VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
 VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
 VU l'arrêté préfectoral en date du 10 novembre 1998 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée, sise Avenue des Vosges – 54110 ROSIERES-AUX-SALINES et gérée par l'Etablissement Public Communal de Rosières-aux-Salines ;  
 VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0477 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour 2012 ;

#### DECIDE

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire **2012** les recettes et les dépenses prévisionnelles de la MAS de Rosières-aux-Salines FINESS N ° 540012531 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.077.631,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	2.176.822,93 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	286.834,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	3.541.287,93 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	3.210.651,93 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	330.636,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	3.541.287,93 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire **2012** la tarification des prestations de la MAS de Rosières-aux-Salines FINESS N 540012531 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée pour :

\* Prix de journée moyen :

- Internat : 177,60 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 167,06 €

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au CAP'S pour la MAS de Rosières-aux-Salines FINESS N 540012531.

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
 Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0893 du 22 novembre 2012 fixant le montant et la répartition pour l'exercice 2012 de Dotation Globalisée Commune de l'ensemble des établissements et services de Meuse et de Meurthe-et-Moselle gérés par l'association Jean-Baptiste Thiéry à Maxéville**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publiée au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
 VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;  
 VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens entre les Préfets de Meuse et de Meurthe-et-Moselle et l'association Jean Baptiste Thiéry de Maxéville conclu le 5 décembre 2008 ;  
 VU l'arrêté préfectoral n° 2009-653 fixant le montant et la répartition pour l'exercice 2010 de Dotation Globalisée Commune de l'ensemble des établissements de Meuse et de Meurthe-et-Moselle géré par l'association Jean Baptiste Thiéry ;  
 VU la lettre de la CPAM de Nancy en date du 21 juin 2004 fixant le tarif "soir-nuit" de la Maison d'Accueil Spécialisée de Maxéville ;  
 VU l'avenant n°1-2010 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et l'Association Jean Baptiste Thiéry ;  
 VU l'avenant n°2-2011 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et l'Association Jean Baptiste Thiéry ;  
 VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0577 du 28/08/2012 fixant le prix de journée pour 2012 ;

#### DECIDE

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2012, la Dotation Globale Commune (DGC) allouée à l'association JB Thiéry est fixée à **20.676.557,72 €** et se répartit entre les différents établissements comme suit :

**L'IME** (N° Finess : 540013547) : **6.546.343,44 €**

**L'E.E.P.** (N° Finess : 540013604) : **5.907.237,91 €**

**Le Sessad de l'E.E.P.** (N° Finess : 540002262) : **192.519,73 €**

**La MAS de Maxéville** (N° Finess : 540013364) : **4.089.207,67 €**

**La MAS de Commercy** (N° Finess : 550001028) : **3.941.248,97 €**

**Article 2 :** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, la DGC sera versée à l'association JB Thiéry par fractions forfaitaires égales au douzième de ce montant soit : **1.723.046,48 €**.

**Article 3 :** Les tarifs journaliers opposables entre régimes d'assurance maladie sont fixés à :

□ **L'IME :**

en internat : 319,97 €

en semi-internat : 173,68 €

□ **L'EEP :**

en internat : 386,12 €

en semi-internat : 372,25 €

□ **La MAS de MAXEVILLE :**

en internat permanent ou temporaire : 275,88 €

en accueil de jour : 177,79 €

□ **La MAS de COMMERCY :**

en internat permanent ou temporaire : 237,96 €

en accueil de jour : 171,36 €

**Article 4 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4, rue Bénéit - 54035 NANCY Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une copie de la présente décision sera notifiée au Président de l'association Jean Baptiste Thiéry.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du CASF, les tarifs fixés dans la présente décision seront publiés au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :** Monsieur le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'association JB Thiéry
- Madame la Déléguée Territoriale de Meuse de l'ARS Lorraine
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle – DISAS
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy
- Monsieur le Directeur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole
- Madame la Directrice de la Caisse de Mutuelle de la Fonction Publique
- Madame la Directrice de la CARSAT

Nancy, le 22 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
 Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0894 du 22 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS Ecole de la Vie Autonome – FINISS n° 540 018 249 - 1 rue du Vivarais – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY gérée par l'Office d'Hygiène Sociale**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 1<sup>er</sup> juin 2007 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée dite « Ecole de la Vie Autonome » à NANCY et gérée par l'Office d'Hygiène Sociale ;

#### DECIDE

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la MAS EVA de Vandoeuvre-les-Nancy - N°540018249 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	49.863,59 €
	- dont CNR	15.475,12 €
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	75.200,00 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	146.853,25 €
	- dont CNR	123.417,88 €
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	271.916,84 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	252.307,00 €
	- dont CNR	138.893,00 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	5.400,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	14.209,84 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	271.916,84 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de la MAS EVA - FINESS n°540018249 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée pour :

\* Prix de journée moyen :

- Internat : 841,02 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

- Internat : 199,00 €

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour la MAS EVA - FINESS n°540018249.

Nancy, le 22 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0895 du 22 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME de Flavigny – FINESS n° 540 000 577 - 46 rue du Doyen Parisot – 54 630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 juin 1998 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif, sis 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0450 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 ;

#### DECIDE

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME de Flavigny - N°540000577 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.728.068,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	6.373.298,34 €
	- dont CNR	56.209,00 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	1.036.904,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	9.138.270,34 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	8.714.695,34 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	124.071,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	299.504,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	9.138.270,34 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de l'IME de Flavigny - N°540000577 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée pour :

\* Prix de journée moyen :

- Internat : 282,33 €
- Semi-internat : 230,61 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 248,63 €
- Semi-internat : 237,67 €

**Article 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée comme suit:

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

\* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 282,33 €
- Semi-internat : 230,61 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 282,33 €
- Semi-internat : 230,61 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

\* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 70,63 €
- Semi-internat : 70,63 €

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 211,70 €
- Semi-internat : 159,98 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

\* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 248,63 €
- Semi-internat : 237,67 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 248,63 €
- Semi-internat : 237,67 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

\* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- **Internat et semi-internat : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- **Internat : 248,63 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**

- **Semi-internat : 237,67 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour l'IME de Flavigny - N°540000577.

Nancy, le 22 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0897 du 23 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME de Méhon - FINESS n° 540 000 205 - 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 octobre 2002 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé «Les Terrasses de Méhon», sis 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0447 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 ;

#### DECIDE

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire **2012** les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME de Méhon – FINESS - N°540000205 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	310.039,33 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.512.699,69 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	202.854,41 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	29.172,39 €
	TOTAL Dépenses	2.054.765,82 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	2.047.409,82 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	7.356,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	2.054.765,82 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire **2012** la tarification des prestations de l'IME de Méhon – FINESS - N°540000205 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée comme suit :

\* Prix de journée moyen :

- Internat : 242,46 €
- Semi-internat : 309,22 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 274,29 €
- Semi-internat : 279,32 €

**Article 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

\* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 242,46 €
- Semi-internat : 309,22 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 242,46 €
- Semi-internat : 309,22 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

\* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 70,63 €
- Semi-internat : 70,63 €

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 171,81 €
- Semi-internat : 238,59 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

\* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 274,29 €
- Semi-internat : 279,32 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

\* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 274,29 €
- Semi-internat : 279,32 €
- Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)
- \* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
  - **Internat et semi-internat : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**
- \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
  - **Internat : 274,29 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**
  - **Semi-internat : 279,32 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour l'IME de Méhon - FINESS - N°540000205.

Nancy, le 23 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0898 du 23 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'ITEP de Méhon - FINESS n° 540 004 009 - 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 octobre 2002 autorisant la création d'un institut thérapeutique éducatif pédagogique (ITEP) dénommé « Les Terrasses de Méhon », sis 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0448 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire **2012** les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ITEP de Méhon de l'OHS – FINESS N°540004009 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	369.405,58 €
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	2.074.174,57 €
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	253.546,11 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	<b>TOTAL Dépenses</b>	<b>2.697.126,26 €</b>
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	2.693.126,26 €
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4.000,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	<b>TOTAL Recettes</b>	<b>2.697.126,26 €</b>

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire **2012** la tarification des prestations de l'ITEP de Méhon de l'OHS – FINESS N°540004009 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée pour :

- \* Prix de journée moyen :
  - Internat : 202,01 €
  - Semi-internat : 349,15 €

□ **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

- Internat : 321,83 €
- Semi-internat : 329,87 €

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Office d'Hygiène Sociale pour l'ITEP de Méhon – FINESS N°540004009.

Nancy, le 23 novembre 2012  
Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0899 du 23 novembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du CROP de l'Institut des Sourds de la Malgrange – FINESS n° 540 000 692 - 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2002 autorisant la création d'un Etablissement dénommé « Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange », sis 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE et géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange ;

VU l'arrêté DGARS/N°2011-270 en date du 6 juillet 2011 autorisant l'extension de 25 places sur le CROP ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0435 du 23/07/2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles du CROP - FINESS n° 540000692 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.408.984,56 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	7.937.691,00 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	989.337,98 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
Recettes	TOTAL Dépenses	10.336.013,54 €
	Groupe I - Produits de la tarification	9.800.776,96 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	270.650,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	250.128,00 €
	Reprise d'excédents	14.458,58 €
	TOTAL Recettes	10.336.013,54 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations du CROP - FINESS n° 540000692 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée pour :

\* Prix de journée moyen :

- Semi-internat toutes sections : 138,09 €
- Internat toutes sections : 210,23 €
- Semi-internat SEPEDAHA : 470,75 €
- Internat SEPEDAHA : 549,69 €

**Article 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012** est fixée comme suit:

- **Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :**

- \* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
- Semi-internat toutes sections : 138,09 €
- Internat toutes sections : 210,23 €
- Semi-internat SEPEDAHA : 470,75 €
- Internat SEPEDAHA : 549,69 €

**- Amendements Creton orientés en Foyers :**

- \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
  - Semi-internat toutes sections : 138,09 €
  - Internat toutes sections : 210,23 €
  - Semi-internat SEPEDAHA : 470,75 €
  - Internat SEPEDAHA : 549,69 €

**- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)**

- \* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat toutes sections : 70,63 €
- Internat toutes sections : 70,63 €
- Semi-internat SEPEDAHA : 70,63 €
- Internat SEPEDAHA : 70,63 €

- \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat toutes sections : 67,46 €
- Internat toutes sections : 139,60 €
- Semi-internat SEPEDAHA : 400,12 €
- Internat SEPEDAHA : 479,06 €

**□ Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :**

- Semi-internat toutes sections : 170,22 €
- Internat toutes sections : 235,77 €
- Semi-internat SEPEDAHA : 344,99 €
- Internat SEPEDAHA : 460,44 €

**- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :**

- \* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat toutes sections : 170,22 €
- Internat toutes sections : 235,77 €
- Semi-internat SEPEDAHA : 344,99 €
- Internat SEPEDAHA : 460,44 €

**- Amendements Creton orientés en Foyers :**

- \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat toutes sections : 170,22 €
- Internat toutes sections : 235,77 €
- Semi-internat SEPEDAHA : 344,99 €
- Internat SEPEDAHA : 460,44 €

**- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)**

- \* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat toutes sections : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N
- Internat toutes sections : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N
- Semi-internat SEPEDAHA : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N
- Internat SEPEDAHA : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N

- \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat toutes sections : 170,22 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N
- Internat toutes sections : 235,77 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N
- Semi-internat SEPEDAHA : 344,99 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N
- Internat SEPEDAHA : 460,44 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée notifiée à l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange pour le CROP - FINESS n° 540000692.

Nancy, le 23 novembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-910 du 30 novembre 2012 autorisant l'extension de 20 places du service d'acquisition et d'autonomie et d'intégration scolaire (SAAIS) pour enfants handicapés géré par la fondation de l'institution des jeunes aveugles et déficients visuels (FADV) - N° FINESS de l'établissement : 54 000 9933**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi hôpital, patients, santé et territoires n° 2009-879 du 21 juillet 2009 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2004 autorisant la modification des capacités du centre d'éducation pour déficients visuels de Nancy (CEDV) ;

VU la demande d'extension non importante déposée le 7 janvier 2011 par Mme la Présidente de la Fondation de l'Institution des Aveugles et Déficients Visuels de 20 places du Service d'Aide à l'Acquisition de l'Autonomie et à l'Intégration Scolaire ;

CONSIDERANT que ce projet correspond aux orientations du PRIAC 2011-2014 de Lorraine ;

CONSIDERANT l'augmentation du nombre d'enfants pris en charge par le Service d'Aide à l'Acquisition de l'Autonomie et à l'Intégration Scolaire ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement est compatible avec les dotations entonnées à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles ;

SUR PROPOSITION du délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** La fondation de l'institution des jeunes aveugles et déficients visuels (FADV) est autorisée à augmenter de 20 places la capacité du service d'acquisition et d'autonomie et d'intégration scolaire (SAAIS) pour enfants handicapés du centre d'éducation des déficients visuels (CEDV) situé 8, rue de Santifontaine à Nancy.

La capacité totale des services du CEDV est ainsi portée à 100 places à compter du 01 janvier 2013.

Catégorie d'établissement	Disciplines	Modes de fonctionnement	Catégories de clientèle	Nbre de places
<b>182</b> – Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD)	<b>838</b> – Accompagnement familial d'éducation précoce pour enfants (SAFEF)	<b>16</b> – Prestation en milieu ordinaire	<b>320</b> – Déficience visuelle (SAI)	12
	<b>839</b> – Acquisition, autonomie, intégration scolaire pour enfants handicapés (SAAAIS)			88

**Article 2 :** Cette autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 3 janvier 2002 (loi 2002-2 du 02 janvier 2002 ; art L312-8).

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

**Article 3 :** Ces nouvelles caractéristiques devront être répertoriées dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux.

**Article 4 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication devant le tribunal administratif de Nancy situé : 5, place Carrière - 54036 NANCY.

**Article 5 :** Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Pour le Directeur Général de l'A.R.S. de Lorraine et par la délégation,  
Le Directeur Adjoint,  
Marie-Hélène MAITRE

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0938 du 5 décembre 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du CEDV « Sections » - FINESS n° 540 000 684 - 8 rue de Santifontaine – 54052 NANCY Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 15 février 1994 autorisant la création d'un centre d'éducation pour déficients visuels, sis 8 rue de Santifontaine – 54052 NANCY Cedex et géré par la fondation de l'institution des jeunes aveugles ;

VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0865 du 21/11/2012 fixant le prix de journées pour l'année 2012 ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles du CEDV « Sections » - FINESS n°540000684 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	416.961,12 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	3.265.258,97 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	353.314,08 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	4.035.534,17 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	3.894.490,03 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	139.210,57 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	1.833,57 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	4.035.534,17 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations du CEDV « Sections » - FINESS n°540000684 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2012** est fixée comme suit :

\* Prix de journée moyen :

- Semi-internat SEES : 85,14 €

- Internat SEES : 127,71 €

- Semi-internat SEPHA : 195,56 €

- Internat SEPHA : 293,34 €

**Article 2 bis :** En application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations **à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2012** est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :
    - \* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
      - **Semi-internat SEES : 85,14 €**
      - Internat SEES : 127,71 €
      - **Semi-internat SEPHA : 195,56 €**
      - **Internat SEPHA : 293,34 €**
  - Amendements Creton orientés en Foyers :
    - \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
      - **Semi-internat SEES : 85,14 €**
      - Internat SEES : 127,71 €
      - **Semi-internat SEPHA : 195,56 €**
      - **Internat SEPHA : 293,34 €**
  - Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)
    - \* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
      - **Semi-internat SEES : 70,63 €**
      - **Internat SEES : 70,63 €**
      - **Semi-internat SEPHA : 70,63 €**
      - **Internat SEPHA : 70,63 €**
    - \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
      - **Semi-internat SEES : 14,51 €**
      - Internat SEES : 57,08 €
      - **Semi-internat SEPHA : 124,93 €**
      - **Internat SEPHA : 222,71 €**
  - **Le prix de journée structurel moyen annuel 2012**, applicable **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013** en attente d'une nouvelle tarification sera :
    - **Semi-internat SEES : 285,56 €**
    - Internat SEES : 428,35 €
    - **Semi-internat SEPHA : 357,97 €**
    - **Internat SEPHA : 536,95 €**
  - Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :
    - \* Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
      - **Semi-internat SEES : 285,56 €**
      - Internat SEES : 428,35 €
      - **Semi-internat SEPHA : 357,97 €**
      - **Internat SEPHA : 536,95 €**
  - Amendements Creton orientés en Foyers :
    - \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
      - **Semi-internat SEES : 285,56 €**
      - Internat SEES : 428,35 €
      - **Semi-internat SEPHA : 357,97 €**
      - **Internat SEPHA : 536,95 €**
  - Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)
    - \* Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
      - **Internat et semi-internat toutes sections : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**
    - \* Prix de journée à facturer au Conseil Général :
      - **Semi-internat SEES : 285,56 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**
      - **Internat SEES : 428,35 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**
      - **Semi-internat SEPHA : 357,97 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**
      - **Internat SEPHA : 536,95 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N**
- Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
- Article 5 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'institution des jeunes aveugles pour le CEDV « Sections » - FINESS n°540000684.
- Nancy, le 5 décembre 2012
- Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

**Décision ARS-DT54 n° 2012-0939 du 5 décembre 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du CEDV « Services » – FINESS n° 540009933 - 8 rue de Santifontaine – 54 052 NANCY Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
 VU l'arrêté préfectoral en date du 15 février 1994 autorisant la création d'un Centre d'Education pour Déficients Visuels, sis 8 rue de Santifontaine – 54 052 NANCY Cedex et géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles ;  
 VU la décision ARS-DT 54 N°2012/0434 du 20/07/2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 ;

**D E C I D E**

**Article 1er** : La dotation globale de soins s'élève à **2.194.031,71 €** pour l'exercice budgétaire **2012** couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre **2012**.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du CEDV « Services » - FINESS n°540009933 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	197.489,15 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.803.248,80 €
	- dont CNR	59.860,00 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	268.702,72 €
	- dont CNR	92.400,0 €
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	2.269.440,67 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	2.194.031,71 €
	- dont CNR	152.260,00 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	74.496,51 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	912,45 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	2.269.440,67 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

**Article 2** : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **182.835,98 €**.

**Article 3** : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4** : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5** : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Institution des Jeunes Aveugles pour le CEDV « Services » - FINESS n°540009933.

Nancy, le 5 décembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
 Philippe ROMAC

*Etablissements de santé  
 Cellule offre de soins*

**Arrêté ARS/DT 54 N° 1400/2012 du 12 décembre 2012 modifiant l'arrêté ARS/DT 54 N° 1389/2012 du 6 décembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2012**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU l'arrêté ARS/DT54 N° 1389/2012 du 6 décembre 2012, fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au CH de LUNEVILLE pour l'exercice 2012 ;

**A R R E T E**

**Article 1er** : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

**Article 2 :** Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 € ;

**Article 3 :** Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 7 186 687 €, dont :

- Une aide exceptionnelle de 1 000 000 € non reconductible déjà versée ;
- Une aide complémentaire de 2 700 000 € de crédits AC, non reconductible.

**Article 4 :** Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 1 131 134 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

**Article 5 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles ;

**Article 6 :** Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

---

**Arrêté ARS/DT 54 N° 1518/2012 du 26 décembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Etablissement ALTIR à VANDOEUVRE-LES-NANCY**  
N° FINESS : 540 001 112

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;  
VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;  
VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;  
VU l'arrêté du 02 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 23 février 2012 portant détermination pour 2012 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 15 mars 2012, fixant pour l'année 2012, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;  
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;  
VU la circulaire DGOS/R1/2012/406 du 10 décembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;  
VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et l'Etablissement ALTIR à Vandoeuvre-les-Nancy ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour l'Etablissement ALTIR à Vandoeuvre-les-Nancy à 7 000 €.

**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles ;

**Article 3 :** Le délégué territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé  
et par délégation,  
L'animateur territorial,  
Dr. Odile de JONG

---

**Arrêté ARS/DT 54 N° 1519/2012 du 26 décembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Etablissement HADAN à VANDOEUVRE-LES-NANCY**  
N° FINESS : 540 010 568

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;  
VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;  
VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;  
VU l'arrêté du 02 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 23 février 2012 portant détermination pour 2012 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 15 mars 2012, fixant pour l'année 2012, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;  
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;  
VU la circulaire DGOS/R1/2012/406 du 10 décembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;  
VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et l'Etablissement HADAN à Vandoeuvre-les-Nancy ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour l'Etablissement HADAN à Vandoeuvre-les-Nancy à 7 000 €.

**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles ;

**Article 3 :** Le délégué territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé  
et par délégation,  
L'animateur territorial,  
Dr. Odile de JONG

---

**Arrêté ARS/DT 54 N° 1520/2012 du 26 décembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Clinique Jeanne d'Arc**  
N° FINESS : 540 000 361

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;

VU l'arrêté du 02 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 23 février 2012 portant détermination pour 2012 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012, fixant pour l'année 2012, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire DGOS/R1/2012/406 du 10 décembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et la clinique Jeanne D'Arc ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est majoré de la somme de 5 000 € pour la clinique Jeanne D'Arc, au titre de la sécurité et qualité des soins ;

**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles ;

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé  
et par délégation,  
L'animateur territorial,  
Dr. Odile de JONG

---

**Arrêté ARS/DT 54 N° 1521/2012 du 26 décembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Clinique Ambroise Paré à NANCY**  
N° FINESS : 540 000 445

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;

VU l'arrêté du 02 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 23 février 2012 portant détermination pour 2012 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012, fixant pour l'année 2012, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire DGOS/R1/2012/406 du 10 décembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et la Clinique Ambroise Paré à NANCY ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est majoré de la somme de 14 306 € pour la Polyclinique Gentilly, dont :

10 000 € au titre de la sécurité et qualité des soins ;

4 306 € au titre de Plan hôpital 2012.

**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles ;

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé  
et par délégation,  
L'animateur territorial,  
Dr. Odile de JONG

**Arrêté ARS/DT 54 N° 1522/2012 du 26 décembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Clinique Saint-André à VANDOEUVRE-LES-NANCY**  
N° FINESS : 540 000 452

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;  
VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;  
VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;  
VU l'arrêté du 02 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 23 février 2012 portant détermination pour 2012 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 15 mars 2012, fixant pour l'année 2012, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;  
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;  
VU la circulaire DGOS/R1/2012/406 du 10 décembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;  
VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et la clinique Saint-André à Vandoeuvre ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est majoré de la somme de 8 904 € pour la clinique Saint-André à Vandoeuvre, dont :  
5 000 € au titre de la sécurité et qualité des soins ;  
3 904 € au titre de Plan hôpital 2012.

**Article 2** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles ;

**Article 3** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé  
et par délégation,  
L'animateur territorial,  
Dr. Odile de JONG

**Arrêté ARS/DT 54 N° 1523/2012 du 26 décembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Clinique Louis Pasteur**  
N° FINESS : 540 000 478

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;  
VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;  
VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;  
VU l'arrêté du 02 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 23 février 2012 portant détermination pour 2012 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 15 mars 2012, fixant pour l'année 2012, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;  
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;  
VU la circulaire DGOS/R1/2012/406 du 10 décembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;  
VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et la clinique Louis Pasteur ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est majoré de la somme de 20 171 € pour la clinique Louis Pasteur, dont :  
7 400 € au titre de la sécurité et qualité des soins ;  
12 771 € au titre de Plan hôpital 2012.

**Article 2** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles ;

**Article 3** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé  
et par délégation,  
L'animateur territorial,  
Dr. Odile de JONG

**Arrêté ARS/DT 54 N° 1524/2012 du 26 décembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Polyclinique Gentilly**  
N° FINESS : 540 000 486

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;  
VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;  
VU l'arrêté du 02 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 23 février 2012 portant détermination pour 2012 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 15 mars 2012, fixant pour l'année 2012, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;  
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;  
VU la circulaire DGOS/R1/2012/406 du 10 décembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;  
VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et la Polyclinique Gentilly ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est majoré de la somme de 27 848 € pour la Polyclinique Gentilly, dont :  
13 600 € au titre de la sécurité et qualité des soins ;  
14 248 € au titre de Plan hôpital 2012.

**Article 2** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles ;

**Article 3** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé  
et par délégation,  
L'animateur territorial,  
Dr. Odile de JONG

---

**Arrêté ARS/DT 54 N° 1525/2012 du 26 décembre 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Polyclinique Majorelle**  
N° FINESS : 540 013 224

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;  
VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;  
VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;  
VU l'arrêté du 02 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 23 février 2012 portant détermination pour 2012 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 15 mars 2012, fixant pour l'année 2012, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;  
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;  
VU la circulaire DGOS/R1/2012/406 du 10 décembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;  
VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et la Polyclinique Majorelle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est majoré de la somme de 18 628 € pour la Polyclinique Majorelle, dont :  
9 400 € au titre de la sécurité et qualité des soins ;  
9 228 € au titre de Plan hôpital 2012.

**Article 2** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles ;

**Article 3** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé  
et par délégation,  
L'animateur territorial,  
Dr. Odile de JONG

---

**Arrêté ARS/DT 54 N° 1526/2012 du 26 décembre 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2012**  
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080 - N° FINESS USLD 540 006 780

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L.174-5, L.174-6 ;  
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;  
VU la loi n° 2011-1906 du 20 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;  
VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 1/2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Lunéville entre le sanitaire et le médico-social ;  
VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;  
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU la circulaire DGOS/R1/2012/406 du 10 décembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;  
VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Lunéville entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 20 %, au titre de l'année 2012.

**Article 2** : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2012 comme suit :

U.S.L.D. ( D.A.F.) .....962 593 €

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

**Article 3** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4** : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé  
et par délégation,  
L'animateur territorial,  
Dr. Odile de JONG

#### Arrêté ARS/DT 54 N° 1527/2012 du 26 décembre 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2012

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 114 - N° FINESS USLD 540 008 737

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L .174-5, L.174-6 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2011-1906 du 20 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 1/2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Lunéville entre le sanitaire et le médico-social ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU la circulaire DGOS/R1/2012/406 du 10 décembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 20 %, au titre de l'année 2012.

**Article 2** : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2011 comme suit :

U.S.L.D. ( D.A.F.) .....943 852 €

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

**Article 3** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4** : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé  
et par délégation,  
L'animateur territorial,  
Dr. Odile de JONG

#### Arrêté ARS/DT 54 N° 1528/2012 du 26 décembre 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY pour l'exercice 2012

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 122 - N° FINESS USLD 540 009 578

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L .174-5, L.174-6 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2011-1906 du 20 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 1/2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière St-Charles entre le sanitaire et le médico-social ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU la circulaire DGOS/R1/2012/406 du 10 décembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 20 %, au titre de l'année 2012.

**Article 2 :** La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2012 comme suit :

U.S.L.D. ( D.A.F.) .....2 027 456 €

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4 :** Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé  
et par délégation,  
L'animateur territorial,  
Dr. Odile de JONG

---

**Arrêté ARS/DT 54 N° 1529/2012 du 26 décembre 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2012**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 002 078 - N° FINESS USLD 540 006 459

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L .174-5, L.174-6 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2011-1906 du 20 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 1/2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier Universitaire entre le sanitaire et le médico-social ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU la circulaire DGOS/R1/2012/406 du 10 décembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier universitaire de Nancy entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 20 %, au titre de l'année 2012.

**Article 2 :** La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2012 comme suit :

U.S.L.D. ( D.A.F.) .....3 452 504 €

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4 :** Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé  
et par délégation,  
L'animateur territorial,  
Dr. Odile de JONG

---

**Arrêté ARS/DT 54 N° 2013-0002 du 3 janvier 2013 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORC pour l'exercice 2012**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 114 - N° FINESS USLD 540 008 737

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L .174-5, L.174-6 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2011-1906 du 20 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 1/2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port entre le sanitaire et le médico-social ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU la circulaire DGOS/R1/2012/406 du 10 décembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

VU l'arrêté ARS/DT54 N°1527/2012 du 26 décembre 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2012 ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'arrêté ARS/DT 54 N° 1527/2012 du 26 décembre 2012 susvisé est rapporté.

**Article 2 :** Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 20 %, au titre de l'année 2012.

**Article 3 :** La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2012 comme suit :

U.S.L.D. ( D.A.F.) .....943 852 €  
(valeur du point 2011 = 13.10 €)

**Article 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 5 :** Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

---

### Service VSSE

#### **Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0025 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2012, par la Maternité Régionale de NANCY ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 980 866 € soit :

1) 2 941 422 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 628 331 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

24 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

17 911 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

294 738 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

418 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Dont 14 743 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, pour l'année 2011

Dont 1 575 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques, pour l'année 2010

Dont 17 755 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques, pour l'année 2011

2) 24 997 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Dont 748 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) pour l'année 2011

3) 3 500 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 10 947 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

10 947 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0026 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2012, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 643 676 € soit :

1) 1 600 035 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 392 592 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

26 163 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

1 740 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

178 931 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

609 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 15 110 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 28 707 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) -176 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

-176 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0027 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2012, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

**ARRETE****Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 782 123 € soit :

1) 1 729 110 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 519 363 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

25 895 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

1 545 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

177 908 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

4 399 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 28 079 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 21 689 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 3 245 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

3 245 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,

Le délégué territorial,

Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0028 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2012, par le Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 601 624 € soit :

- 1) 591 637 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 531 302 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 13 733 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 46 298 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 304 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 9 987 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0029 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2012, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 225 890 € soit :

225 890 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

224 794 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

1 096 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0030 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2012, par le Centre Jacques Parisot à BAINVILLE-SUR-MADON ;

#### ARRETE

**Article 1er** : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 86 521 € soit :

86 521 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

86 521 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

**Article 2** : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques Parisot à BAINVILLE-SUR-MADON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

#### **Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0031 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2012, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

#### ARRETE

**Article 1er** : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 580 770 € soit :

1) 2 467 706 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 166 870 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

42 394 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

9 237 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

245 696 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

3 509 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 73 430 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 39 634 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2** : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0032 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012**  
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2012, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 325 542 € soit :

325 542 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
229 934 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
96 463 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;  
-855 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0033 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012**  
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2012, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 29 530 726 € soit :

1) 26 392 069 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

23 593 007 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

68 237 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 641 845 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

7 953 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

26 703 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

54 324 € au titre des forfaits "administration de produits et prestations en environnement hospitalier" (APE)

2) 2 092 536 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 878 754 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 167 367 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

162 079 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

5 288 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0034 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2012, par le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 568 480 € soit :

1) 3 147 787 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 939 198 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

208 105 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

484 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 415 313 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 5 380 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,

Le délégué territorial,

Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0035 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2012, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 32 686 € soit :

32 686 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

32 686 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0036 du 15 janvier 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de novembre 2012**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2012, par le Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 264 819 € soit :

1) 2 061 629 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 859 244 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

7 997 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

193 361 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 027 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 3 433 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 197 824 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 1 933 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

1 933 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

## DIRECTION DE LA STRATEGIE

### Arrêté n° 2013-0013 du 8 janvier 2013 modifiant la composition de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CRCI) de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L. 1142-5, L. 1142-6, R. 1142-5, R. 1142-6 et R 1142-7,

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé

VU le décret 2012-298 du 2 mars 2012 modifiant le dispositif de règlement amiable des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales,

VU le décret en date du 13 décembre 2012, portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine,

VU les arrêtés des 26 octobre 2007, 24 juin 2011, 5 juillet 2011, 28 février 2012 de Monsieur le Ministre de la Santé portant agrément ou renouvellement d'agrément national des associations et unions d'associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique

VU l'arrêté n°2012-307 du 28 mars 2012, portant renouvellement de la composition de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CRCI) de Lorraine,

VU la lettre de désignation de l'Association des Familles de Traumatisés Crâniens et Cérébro-lésés (AFTC) de Lorraine, en date du 20 décembre 2012,

VU le mail de désignation de l'Union Régionale des Associations Familiales (URAF), en date du 3 janvier 2013

#### ARRETE

**Article 1er :** La composition de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CRCI) de Lorraine est modifiée comme suit :

I. Au titre des représentants des usagers (6 titulaires, 6 suppléants) :

- M. Roger CHARLIER, titulaire, association FNAIR

- Monsieur Pierre CUEVAS, suppléant, association FNAIR

- M. Jean-Marie SPRUNCK, titulaire, association URAF

- M. Michel FOLLEY, suppléant, association UDAF 54

- Mme Josette BURY, titulaire, association AFTC

- M. Bernard DUWA, suppléant, association AFTC

- M. William LAUREAU, titulaire, association Le Lien

- Mme Eve RIBET-SALEUR, suppléant, association Le Lien

- M. André HUMBERT, titulaire, association La Ligue Contre le Cancer

- Mme Marie-Claude VALDENNAIRE, suppléant, association La Ligue Contre le Cancer

- M. Pierre VIDAL, titulaire, association Familles Rurales

- Mme Christiane MARCHAL, suppléante, association Familles Rurales

II. Au titre des professionnels de santé :

1) Deux représentants des professionnels de santé exerçant à titre libéral (et deux suppléants)

a. M. le Dr Alix FIORLETTA, appartenant à la Confédération des Syndicats Médicaux Français de Lorraine – médecin généraliste

Suppléé par : en attente de désignation

b. M. Didier LEROND, appartenant au Syndicat Régional des Orthophonistes de Lorraine

Suppléé par Mme Christine THIBAUT, membre du Conseil d'Administration de Convergence Infirmière

2) Un praticien hospitalier (et deux suppléants)

- Mme le Dr Françoise LEROY, appartenant au Syndicat National des Praticiens Hospitaliers – anesthésistes-réanimateurs

Suppléé par M. le Dr François LARUELLE, appartenant au Syndicat National des Psychiatres des Hôpitaux

Suppléé par M. le Dr Jean-François POUSSEL, appartenant au Syndicat national des Praticiens Hospitaliers – anesthésistes-réanimateurs

III. Au titre des responsables des institutions et établissements publics et privés de santé :

1) Un responsable d'établissement public de santé (et un suppléant)

- M. Francis BRUNEAU, Directeur Adjoint au CHR de Metz-Thionville, appartenant à la Fédération Hospitalière de France, Union Hospitalière du Nord-Est

Suppléé par Mme Vanina DUWOYE, Directrice Adjointe chargée de la direction de la qualité et des usagers au CHU de Nancy, appartenant à la Fédération Hospitalière de France, Union Hospitalière du Nord-Est

2) Deux responsables d'établissements de santé privés (et deux suppléants)

a. M. François MORICE, Directeur de l'Association Hospitalière Vallée de l'Orne, appartenant à la Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privés à but non lucratif,

Suppléé par Mme Dominique BERGE, chargée de mission appartenant à la Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privés à but non lucratif

b. Mlle Alexandra PAYA, Déléguée Régionale de la Fédération de l'Hospitalisation Privée du Nord-Est,

Suppléée par M. Jacques DELFOSSE, Président – Directeur Général de la Clinique Saint-André à Vandoeuvre, appartenant à la Fédération de l'Hospitalisation Privée du Nord-Est

IV. Au titre de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales

1) Le Président de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales ou un membre du conseil d'administration de l'Office national désigné par le Président de ce conseil d'administration

Suppléé par un représentant du Directeur de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales

- 2) Le Directeur de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales ou son représentant  
Suppléé par un membre du conseil d'administration de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales désigné par le Président de ce conseil d'administration.
- V. Au titre des entreprises pratiquant l'assurance de responsabilité civile médicale prévue à l'article L. 1142-2
- 1) M. Francis HOUPERT, Fédération Française des Sociétés d'Assurance, entreprise d'appartenance : ALLIANZ  
Suppléé par M. Christian RODRIGUEZ, Fédération Française des Sociétés d'Assurance, entreprise d'appartenance : AXA
- 2) Mme Agnès AMOROS, entreprise d'appartenance : MACIF  
Suppléé par Mme Jessica LATTES, entreprise d'appartenance : Le Sou Médical
- VI. Au titre des personnalités qualifiées dans le domaine de la réparation des préjudices corporels :
- 1) Maître Jean-Loup HOCQUET, avocat honoraire  
Suppléé par Maître Jean-Guy GAUCHER, avocat honoraire
- 2) M. le Professeur Louis SCHWARTZBROD, ancien Professeur de microbiologie à la Faculté de Pharmacie de Nancy  
Suppléé par M. le Professeur Laurent MARTRILLE, Professeur des Universités – Praticien Hospitalier
- 3) M. le Professeur Gérard VAILLANT, ancien Chef de Service de Pneumologie au CHU de Nancy, ancien Professeur de la Faculté de Médecine de Nancy  
Suppléé par M. le Docteur Jean-Marie FERRY, ancien Médecin-Conseil, ancien Chef de Service à la Direction Régionale du Service Médical du Nord-Est
- 4) M. Bruno PY, Professeur de Droit Privé et des Sciences Criminelles à la Faculté de Droit de Nancy  
Suppléé par M. Jean-Baptiste THIERRY, Maître de conférences à l'Université Nancy 2

**Article 2 :** Le mandat desdits membres court jusqu'au 31 mars 2015.

**Article 3 :** L'arrêté n° 2012-307 du 28 mars 2012 portant renouvellement de la composition de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales de Lorraine est abrogé.

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy (5 place de la Carrière – 54000 Nancy) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou à l'égard des tiers à compter de sa publication.

**Article 5 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales de la région Lorraine et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 8 janvier 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Directeur Général Adjoint,  
Marie-Hélène MAITRE

## DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

### UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**Récépissé du 10 décembre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/752475608 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

#### CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 20/11/2012 par l'entreprise individuelle RUMMEL Damien (auto-entrepreneur), sise 7 rue Privée à 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE,

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de RUMMEL Damien, sous le n° SAP/752475608,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle RUMMEL Damien sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Cours à domicile,

- Assistance informatique à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 10/12/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 10 décembre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle  
Par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du pôle entreprises et emploi,  
Raymond DAVID

**Récépissé du 10 décembre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/753742535 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,  
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,  
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 25/10/2012 par l'entreprise individuelle BADER Romain (auto-entrepreneur), sise 5 allée de l'Eglantier à 54425 PULNOY,

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de BADER Romain, sous le n° SAP/753742535,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

L'activité déclarée par l'entreprise individuelle BADER Romain est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Cours à domicile.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 10/12/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 10 décembre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Par délégation,

Pour le Directeur du Travail,

Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

Le Responsable du pôle entreprises et emploi,

Raymond DAVID

**Récépissé du 17 décembre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/789026846 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,  
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 07/11/2012 par la société par actions simplifiée (SAS) Speed Music Nancy, sise 8 rue du placieux à Nancy (54000),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SAS Speed Music Nancy, sous le n° SAP/789026846,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par la SAS Speed Music Nancy sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Cours particuliers à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er novembre 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 17 décembre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Par délégation,

Pour le Directeur du Travail,

Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

Le Responsable du pôle entreprises et emploi,

Raymond DAVID

**Récépissé du 7 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/789162476 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,  
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine  
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 10/12/2012 par l'entreprise individuelle EL HACHEMI Hassan (auto-entrepreneur), sis 6 rue du Luxembourg à VANDOEUVRE LES NANCY (54500),  
Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur EL HACHEMI Hassan, sous le n° SAP/789162476,  
Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle EL HACHEMI Hassan sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Cours particuliers à domicile,
- Soutien scolaire à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 07 janvier 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 7 janvier 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle  
Par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du pôle entreprises et emploi,  
Raymond DAVID

**Récépissé du 8 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/789933082 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,  
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine  
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 02/01/2013 par l'entreprise individuelle THENOT Sébastien (auto-entrepreneur), sis 28 rue du Rond Poirier à BRIEY (54150),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur THENOT Sébastien, sous le n° SAP/789933082.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle THENOT Sébastien sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Cours particuliers à domicile,
- Soutien scolaire à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 08 janvier 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 8 janvier 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle  
Par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du pôle entreprises et emploi,  
Raymond DAVID

**Récépissé du 8 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/751457326 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

## Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,  
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine  
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 24/12/2012 par l'entreprise individuelle THIRION Antony (auto-entrepreneur), sis 10 rue Recteur Bruntz à NANCY (54000),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur THIRION Antony, sous le n° SAP/751457326,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle THIRION Antony sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Cours particuliers à domicile,
- Soutien scolaire à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 08 janvier 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 8 janvier 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle  
Par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du pôle entreprises et emploi,  
Raymond DAVID

**Récépissé du 8 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/789947082 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

## Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,  
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine  
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 24/12/2012 par l'entreprise individuelle BERTIN Sabine (auto-entrepreneur), sis 2 bis rue Général Leclerc à BOUXIERES AUX CHENES (54770),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Madame BERTIN Sabine, sous le n° SAP/789947082,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle BERTIN Sabine sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions,
- Livraison de repas à domicile,
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé,
- Livraison de courses à domicile,
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 08 janvier 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 8 janvier 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle  
Par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du pôle entreprises et emploi,  
Raymond DAVID

---

**Récépissé du 8 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/790051320 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 26/12/2012 par l'entreprise individuelle RICCI Italo (auto-entrepreneur), sis 1 rue Docteur Liebault à NANCY (54000),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur RICCI Italo, sous le n° SAP/790051320,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle RICCI Italo sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Cours particuliers à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 08 janvier 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 8 janvier 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle  
Par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du pôle entreprises et emploi,  
Raymond DAVID

---

**Récépissé du 8 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/789805561 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 10/08/2012 par la société à responsabilité limitée unipersonnelle (SARLU) AD'HOME, sise 26 rue du Fort à CHAMPIGNEULLES (54250),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL AD'HOME, sous le n° SAP/789805561,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par la SARL AD'HOME sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers,

- Livraison de courses à domicile,

- Préparation de repas à domicile y compris le temps passé aux commissions,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire,
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille,
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante),
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux,
- Assistance aux personnes handicapées,
- Accompagnement des personnes âgées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante),
- Garde malade à l'exclusion des soins,
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives,
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 08 janvier 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 8 janvier 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle  
Par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le Responsable du pôle entreprises et emploi,  
Raymond DAVID

#### **Arrêté SAP/789805561 du 8 janvier 2013 portant agrément d'un organisme de services à la personne à Champigneulle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,

VU le cahier des charges de l'agrément fixé par l'arrêté du 26 décembre 2011,

VU la demande d'agrément présentée par la SARL AD'HOME, sise 26 rue du Fort à Champigneulle (54250) le 10 août 2012,

VU l'avis favorable émis le 30 octobre 2012 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour son activité prestataire d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes handicapées,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

#### **ARRETE**

**Article 1er :** La SARL AD'HOME, sise 26 rue du Fort à Champigneulle (54250) est agréé pour une durée de cinq ans.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** La SARL AD'HOME est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

- \* Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- \* Assistance aux personnes handicapées ;
- \* Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- \* Garde malade à l'exclusion des soins ;
- \* Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- \* Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

- Mode d'intervention : prestataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si la SARL AD'HOME envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
Le Sous-Préfet de BRIEY,  
Christine BOEHLER

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT  
ET DU LOGEMENT DE LORRAINE****RESSOURCES MILIEUX NATURELS**

**Arrêté N° 2013-DREAL-RMN-88 du 10 janvier 2013 autorisant à déroger aux interdictions pour certaines espèces de chiroptères de :  
- perturbation intentionnelle ; - destruction, altération, dégradation des sites de reproduction et aires de repos**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1, L.411-2, L.415-1 à 5 et les articles R.411-1 à R.411-14 ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces formulée par le conseil général de Meurthe-et-Moselle, déposée le 25 septembre 2012, complétée le 19 novembre 2012, et le dossier transmis au président de la commission faune du Conseil National de la Protection de la Nature le 22 novembre 2012 ;

VU l'avis favorable sous conditions du Conseil National de la Protection de la Nature commission faune n°12/919 en date du 05 décembre 2012 ;

CONSIDÉRANT que l'étude relative à l'évaluation des impacts sur les espèces protégées du projet de rénovation et de restructuration des bâtiments destinés à l'accueil du Forum du paysage et de la biodiversité, sur la commune de Saxon-Sion, porté par le conseil général de Meurthe-et-Moselle, a mis en évidence la présence de cinq espèces protégées de chiroptères ;

CONSIDÉRANT que, malgré la mise en œuvre de mesures d'évitement et de réduction d'impact, des destructions, altérations ou dégradations des sites de reproduction et des aires de repos d'espèces animales protégées accompagnées de perturbation intentionnelle des spécimens auront lieu ;

CONSIDÉRANT que l'état actuel des bâtiments destinés à l'accueil du Forum du paysage et de la biodiversité ne permet de garantir ni la sécurité du public ni la sauvegarde des habitats des chiroptères présents ;

CONSIDÉRANT que la création d'un Forum du paysage et de la biodiversité est un programme entièrement dédié à la protection de la biodiversité et des paysages ainsi qu'à la sensibilisation du public en créant un pôle d'activités culturelles, scientifiques et pédagogiques ;

CONSIDÉRANT que la prise en compte et la valorisation des populations de chiroptères dans le cadre de ce projet doivent avoir un effet bénéfique sur celles-ci par la sensibilisation du grand public ;

CONSIDÉRANT que, compte tenu des éléments exposés ci-dessus, le projet de rénovation et de restructuration des bâtiments destinés à l'accueil du Forum du paysage et de la biodiversité s'inscrit dans les cas a) et c) du 4e alinéa de l'article L.411-2 du code de l'environnement :

- dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ;  
- dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas de solution technique pertinente et satisfaisante permettant d'éviter la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos concernés en raison de leur implantation ;

CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas de solution technique pertinente et satisfaisante permettant d'éviter la perturbation intentionnelle des spécimens de chiroptères ;

CONSIDÉRANT que la demande de dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations de chiroptères dans leur aire de répartition naturelle, notamment du fait des mesures de compensation proposées dans le dossier ;

CONSIDÉRANT ainsi que les conditions d'octroi d'une dérogation à l'interdiction de destruction, d'altération ou de dégradation des sites de reproduction et des aires de repos accompagnées de mesures visant à perturber de façon intentionnelle les spécimens de chiroptères se trouvent ici réunies.

SUR proposition de Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine :

**ARRETE****Article 1er : Identité du bénéficiaire**

Le bénéficiaire de la dérogation est le conseil général de Meurthe-et-Moselle – 48, Esplanade Jacques Baudot – 54035 NANCY, représenté par Monsieur le Président du conseil général de Meurthe-et-Moselle. Il est seul responsable du respect des dispositions correspondantes du présent arrêté.

Peuvent intervenir pour son compte, et sous sa responsabilité, les mandataires ci-dessous :

- les entreprises mandatées par le conseil général de Meurthe-et-Moselle pour la réalisation des travaux faisant l'objet de la demande de dérogation,
- les structures compétentes en chiroptérologie mandatées par le conseil général de Meurthe-et-Moselle et associées à la mise en œuvre des différentes mesures et suivis.

**Article 2 : Localisation et nature de la dérogation autorisée**

Le bénéficiaire et les mandataires définis à l'article 1 sont autorisés, au droit de la chaufferie du couvent, des combles et des caves de l'aile est de la ferme destinées à l'accueil du Forum du paysage et de la biodiversité (voir carte de localisation en annexe 1 au présent arrêté), sur la commune de Saxon-Sion, département de Meurthe-et-Moselle, sous réserve du respect des modalités définies à l'article 3 du présent arrêté, à déroger aux interdictions de :

- perturbation intentionnelle des spécimens de Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*),
- destruction, altération, dégradation des sites de reproduction ou des aires de repos des spécimens suivants :
  - \* Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*),
  - \* Grand Rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*),
  - \* Vespertilion à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*),
  - \* Vespertilion à moustaches (*Myotis mystacinus*),
  - \* Oreillard gris (*Plecotus austriacus*).

**Article 3 : Conditions de la dérogation**

Le dossier de dérogation comprenant notamment le détail technique des mesures indiquées ci-après est consultable à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine – Service Ressources et Milieux Naturels.

**3.1. Mesures d'évitement et de réduction**

- Réalisation des travaux de la chaufferie du couvent du 28 février 2013 au 31 mai 2013 ;
- Réalisation des travaux de l'aile est (combles et caves) de la ferme du 1er octobre 2013 au 31 mars 2014 ;

- Sensibilisation à la prise en compte des chiroptères des équipes de chantier intervenantes avant le démarrage des travaux par une structure compétente en chiroptérologie ;
- Mise en place d'un affichage signalant la présence d'espèces protégées sur toutes les entrées humaines menant aux habitats des chiroptères avant le démarrage des travaux ;
- Mise en place d'un protocole de pré-destruction consistant à ouvrir l'ensemble des huisseries des combles de l'aile « Est » de la ferme la première semaine d'octobre 2013 ;
- Accessibilité des combles du bâtiment « Pavillon », des combles et des caves de l'aile est de la ferme limitée aux chiroptérologues ;

### 3.2. Mesures de compensation

#### 3.2.1. Mesures d'ordre général

- Utilisation de bois non traités et sans formaldéhyde pour les aménagements en faveur des chiroptères ;
- Réalisation de nouveaux relevés thermiques et hygrométriques au niveau de l'aile est de la ferme à la fin des travaux et conformément à ceux réalisés lors des études préliminaires (p.31, 44, 45 et 46 du dossier de dérogation). En fonction des résultats de ces relevés, le bénéficiaire de la présente autorisation réalise des aménagements complémentaires nécessaires au retour des chiroptères. Préalablement à leur réalisation, ces aménagements sont validés par la DREAL Lorraine - Service Ressources et Milieux Naturels.

#### 3.2.2. Compensation de la perte des habitats de la chaufferie du couvent

- Aménagement de la cave n°2 de l'aile est de la ferme (13,57 m² - voir annexe 4) afin de créer des conditions favorables à l'hibernation des chiroptères au plus tard à la fin des travaux de cette aile :
  - \* Ouverture afin de rendre la cave accessible et occultation de la lucarne intérieure ;
  - \* Mise en place d'une couche de gravier de 5 cm disposée sur la terre battue du sol ;
- Aménagement des combles du bâtiment « Pavillon » (225m² - voir annexe 2) afin de créer des conditions favorables à l'estivage des chiroptères avant le démarrage des travaux :
  - \* Mise en place de deux chiroptières afin de rendre les combles accessibles ;
  - \* Mise en place d'une hot-box, d'un nichoir à Petit Rhinolophe, de quatre nichoirs plats et d'un nichoir constitué en fermeture supérieure d'une double poutre d'entrails.

#### 3.2.3. Aménagements au niveau des combles de l'aile est de la ferme au plus tard à la fin des travaux (voir plan des aménagements en annexe 3)

- Reconstruction des combles à l'identique avec une charpente non traitée en bois brut et un sol équipé d'un polyane ;
- Mise en place d'aménagements favorables aux chiroptères :
  - \* Une ouverture en barreaux horizontaux, une ouverture en chicane et une ouverture en puits sont placées au plus près de la forêt et dans la partie basse des combles. Hormis pour l'ouverture en chicane, les trous d'envol disposent de caisson « obscurcissant » ;
  - \* Aménagements spécifiques au Petit Rhinolophe selon les modèles adaptés de Schofield : trois nichoirs à Petit Rhinolophe (deux dans les combles et un au rez-de-chaussée), une hot-box à trois conditions thermiques et deux hot-box à une condition thermique ;
  - \* Aménagements favorables aux autres espèces de chiroptères : doublement de cinq chevrons de la toiture, deux nichoirs plats spéciaux proposant des habitats avec deux modèles thermiques différents.

#### 3.2.4. Aménagements au niveau des caves de l'aile est de la ferme au plus tard à la fin des travaux (voir plan des aménagements en annexe 4)

- Mise en place d'une cold-tower dans la grande cave selon le modèle de Schofield ;
- Mise en place de 10 ml de briques creuses réparties dans les différentes caves.

### Article 4 : Modalités de suivi

Le bénéficiaire de la présente dérogation fait réaliser à ses frais par une structure compétente en chiroptérologie :

- un suivi chiroptérologique du site pendant les travaux (période de transit printanier et automnal, de mise-bas/estivage et hivernale). Ce suivi permet notamment de vérifier l'avancement des aménagements spécifiques aux chiroptères ;
- une visite lors de l'ouverture des huisseries (dans le cadre de la mise en place du protocole de pré-destruction). Un rapport est envoyé à la DREAL Lorraine - Service Ressources et Milieux Naturels au plus tard le 31 octobre 2013 ;
- une visite et une contre-visite, à la fin des travaux. Un rapport est envoyé à la DREAL Lorraine - Service Ressources et Milieux Naturels au plus tard le 31 décembre 2014 ;
- un suivi annuel, à raison de 4 visites par an réparties selon les phases biorythmiques des chiroptères, des sites potentiels ou occupés par l'espèce sur le site de Sion, pendant 15 ans après la fin des travaux. L'objectif est de suivre les sites impactés ainsi que le site témoin et d'évaluer l'efficacité des mesures compensatoires mises en place. Selon ce suivi, au vu de l'efficacité de l'ensemble de ces mesures, des mesures correctives pourront y être apportées. Le bilan du suivi est envoyé à la DREAL Lorraine - Service Ressources et Milieux Naturels - au plus tard le 31 décembre de chaque année.

### Article 5 : Durée de validité de la dérogation et échéances de réalisation des aménagements au titre des mesures compensatoires

La présente dérogation permet la réalisation des activités visées à l'article 2 et est valable :

- du 28 février 2013 au 31 mai 2013 pour les travaux de la chaufferie du couvent,
- du 1er octobre 2013 au 31 mars 2014 pour les travaux de l'aile est (combles et caves) de la ferme.

### Article 6 : Autres procédures

La présente décision ne dispense pas de l'obtention d'autres accords ou autorisations par ailleurs nécessaires pour la réalisation des opérations susmentionnées.

### Article 7 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 2, 3, 4 et 5 du présent arrêté peuvent faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

### Article 8 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

### Article 9 : Droits de recours et information des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

### Article 10 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est :

- notifié au bénéficiaire ;
- publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle ;
- dont copie est adressée à :
  - \* Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,
  - \* Monsieur le Président du Conseil Régional de Lorraine,
  - \* Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,
  - \* Monsieur le chef du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,

\* Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,  
\* Monsieur le chef du Service Territorial d'Architecture et du Patrimoine de Meurthe-et-Moselle.  
Metz, le 10 janvier 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
Par subdélégation,  
La Chef du Service Ressources et Milieux Naturels,  
Marie-Pierre LAIGRE

*Les annexes jointes au présent arrêté sont consultables à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine - Service Ressources Milieux Naturels.*

## DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE

### Décision de fermeture définitive d'un débit de tabac à TANTONVILLE (54116)

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,

VU l'article 568 du Code Général des impôts,  
VU le décret 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés et ses articles 8 et 37,  
VU la délégation de signature du 27 mars 2012 concernant le décret susvisé,  
CONSIDÉRANT la situation du débit 5400449F exploité par M Philippe BACHELARD,  
CONSIDÉRANT notamment les courriers des 10 septembre 2012, 14 décembre 2012, 10 janvier 2013,  
CONSIDÉRANT la résiliation contrat de gérance le liant à l'Administration des douanes et droits indirects, conformément à l'article 37-3° de décret 2010-720,

#### DECIDE

la fermeture définitive du débit de tabac N° 5400449F sis à TANTONVILLE (54116) exploité au 32 rue Tourtel Frères à la date du 1er janvier 2013.

Nancy, le 1er janvier 2013

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,  
Christian LEBLANC

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

### AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

#### Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/466 du 9 janvier 2013 portant dissolution de la 1ère association foncière et portant transfert du patrimoine foncier à la 2ème association foncière - Association foncière de BECHAMPS -

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, livre 1er (nouveau), titre 3 portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2012 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 avril 1959 portant institution de la première association foncière dans la commune de BECHAMPS ;  
VU l'arrêté préfectoral du 09 mars 2011 portant institution de la deuxième association foncière dans la commune de BECHAMPS ;  
VU la délibération du 28 novembre 2012 du bureau de la première association foncière décidant de demander sa dissolution et de transmettre à la deuxième association foncière son patrimoine ;  
VU la délibération du 28 novembre 2012 du bureau de la deuxième association foncière acceptant ce patrimoine ;  
CONSTATANT :

- que le périmètre du deuxième remembrement étant différent de celui du premier remembrement, il a fallu créer une deuxième association foncière regroupant les propriétaires des parcelles soumises au deuxième remembrement ;
- que l'association foncière de BECHAMPS-1 n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans, attestation du 28/11/2012, et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;
- que pour éviter des confusions et des difficultés de gestion, il est souhaitable de dissoudre la première association foncière de BECHAMPS-1 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La première association foncière de BECHAMPS-1, créée après le premier remembrement, est dissoute.

**Article 2 :** Le patrimoine foncier de la première association foncière de BECHAMPS-1 est transféré à la deuxième association foncière de BECHAMPS-2 qui en assurera l'entretien.

**Article 3 :** La sous-préfète de Briey, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de BECHAMPS et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 9 janvier 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Christine BOEHLER

Copie à :

Président de la chambre d'agriculture

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

## SOLIDARITE - INSERTION

**Arrêté DDCS/SI n° 145 du 31 décembre 2012 portant transfert des autorisations détenues par les associations « Le Gîte Familial », l'association « Asloral » à l'association « Regain 54 », anciennement dénommée « Alasa », dans le cadre de leur fusion**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1 (alinéa 8), L313-1 (alinéa 3), L 313-11 (alinéa 2), L 345 1 à 4, L 312-7, R 312-194-1 ;  
VU la convention signée le 13 décembre 1976 entre l'association « le Gîte Familial » et le préfet de Meurthe et Moselle agissant pour le compte du Conseil Général, en vertu de l'autorisation donnée par la Commission Départementale dans sa séance du 13 octobre 1976 au terme de laquelle l'association « Le Gîte Familial » s'engage à accueillir des femmes avec ou sans enfants dans la limite des lits disponibles ;  
VU l'arrêté préfectoral n°80 MR 309 du 4 novembre 1980 autorisant l'association « le Gîte Familial » à créer à Nancy deux ateliers d'adaptation pré-professionnelle pour femmes d'une capacité globale de 20 places ;  
VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 1981 portant la capacité des ateliers de réentraînement au travail du centre d'hébergement « le Gîte Familial » à 26 places ;  
VU la convention du 20 octobre 1997 signée entre l'Etat représenté par le directeur de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le président de l'association le Gîte Familial précisant, notamment, le changement de dénomination du centre d'hébergement et de réinsertion sociale appelé «CHRS Marguerite Vallette» de 65 lits et celle du centre de réentraînement au travail de 26 places dit « Atelier 18 » ;  
VU la décision du préfet de Meurthe et Moselle en date du 11 avril 1990 autorisant la réouverture du centre d'hébergement et de réinsertion sociale d'une capacité de 17 places géré par l'association « Asloral » ;  
VU l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2006 portant extension d'une place du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Asloral ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2009 portant extension de 3 places du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Asloral, la capacité de l'établissement étant portée à 21 places ;  
VU la convention signée par le préfet de Meurthe et Moselle en vertu de l'autorisation donnée par la Commission Départementale du Conseil Général dans sa séance du 13 mars 1974 et « l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abris »,Alasa, en vue de la création d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale de 80 places dit « Foyer de la Libération » ;  
VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1982 portant la capacité de l'atelier d'adaptation à la vie active géré par l'association Alasa à 32 places à compter du 1er janvier 1983 ;  
VU l'arrêté DDASS/ SCS n°1120 du 30 septembre 2009 portant approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico sociale ( GCSMS) dit « REGAIN 54 » au moyen duquel les associations mettaient en œuvre une mutualisation de leurs activités, moyens humains, matériels, logistiques et financiers ;  
CONSIDÉRANT :  
Les procès verbaux des assemblées générales extraordinaires des associations, «le Gîte Familial », « Asloral», « Alasa», tenues le 15 octobre 2012, selon lesquels ont été approuvés, dans les mêmes termes,  
- le traité de fusion,  
- le changement de nom de l'association « Alasa » qui prend la dénomination « Regain 54 » ;  
CONSIDÉRANT :  
- que les associations «le Gîte Familial », « Asloral » ont voté la dissolution de leur association,  
- que, selon les mêmes procès verbaux, les membres des associations «le Gîte Familial », « Asloral » ont adhéré, à compter du 15 octobre 2012, à l'association « Regain 54» dont le siège social est 87 bis avenue du Général Leclerc à Nancy 54. (Récépissé préfectoral de déclaration de modification de l'association n° W543000590),  
- que ces mêmes associations ont dissout le groupement de coopération sociale et médico sociale GCSMS) « Regain 54» ;  
SUR proposition de Madame la directrice départementale de la Cohésion Sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Les associations « Le Gîte Familial », « Asloral », « Regain 54 » ayant procédé à leur fusion, les autorisations détenues par les associations «Le Gîte Familial» et «Asloral», au titre de l'article L 312-1 du Code de la Famille et de l'Aide Sociale, alinéa 8, sont transférées à l'association « Regain 54» en application de l'article L 313-1, alinéa 3 du Code de la Famille et de l'Aide Sociale.

**Article 2 :** Cette opération de regroupement d'établissements et services est exonérée de la procédure d'appel à projets conformément aux dispositions de l'article L 313-11 du Code de la Famille et de l'Aide Sociale.

**Article 3 :** Un recours peut être formé contre le présent arrêté dans le délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs auprès du Tribunal Administratif – 5 place de la Carrière 54000 NANCY.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

## AUTRES SERVICES

## CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

## DIRECTION GENERALE ET AFFAIRES JURIDIQUES

**Délégation de signature du 9 janvier 2013 de Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du C.H.U. de Nancy**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général, Président du Directoire, du C.H.U. de NANCY :

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,  
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,  
VU le décret en date du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du C.H.U. de NANCY,

**Article 1er :** En matière de gestion du personnel, donne délégation à Monsieur Ahmed EL-BAHRI, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
- sanction disciplinaire,

concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

**Article 2 :** En matière de gestion du personnel et de la formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Madame Diane PETTER, Directrice des Ressources Humaines, et à Monsieur Philippe BOUC, Directeur Adjoint des Ressources Humaines pour signer aux nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

**Article 3 :** En l'absence de Madame Diane PETTER, et de Monsieur Philippe BOUC, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Monsieur Ahmed EL-BAHRI.

**Article 4 :** En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Madame Pascale BASTIEN-KÉRÉ
- Monsieur Philippe BOUC
- Madame Anne-Lucie BOULANGER
- Madame Françoise BRUNEAUD
- Monsieur Florent CAVELIER
- Monsieur Jacques DUDREUILH
- Monsieur Mickaël DUWOYE
- Madame Vanina DUWOYE
- Monsieur Ahmed EL-BAHRI
- Madame Maud FERRIER
- Monsieur Jérôme GOEMINNE
- Monsieur Xavier HUARD
- Madame Clémence MAINPIN
- Madame Diane PETTER
- Monsieur Olivier de PESQUIDOUX
- Madame Aurélie PRETAT
- Madame Liliane ROUX
- Monsieur Pascal TAFFUT
- Madame Julie THUILLEAUX
- Madame de TOMMASO Françoise
- Madame Laurence TOURRE
- Madame Laurence VERGER
- Madame Isabelle VIRION
- Monsieur Philippe WERNERT

b) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux notateurs N1, N2 et N3 listés sur le Portail sécurisé INTRANET du CHU de Nancy/page 2 applications sécurisées/entretiens annuels. Dans ce cadre strict, une délégation de signature leur est accordée à ce titre et découle uniquement de ce dispositif.

c) à Madame Diane PETTER pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

**Article 5 :** En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'

Article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de reformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

**Article 6 :** En matière de gestion administrative des écoles et instituts du CHU, donne délégation de signature aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Monsieur Alain VIAUX pour l'Institut de Formation des Cadres de Santé
- Madame Sabine LARDIN pour l'Institut de Formation Régional des Ambulanciers
- Madame Sylvia PERRIN OZZA pour l'Institut de Formation des Aides Soignants
- Madame Véronique PIERSON pour l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de Lionnois
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN pour l'Institut de Formation des Manipulateurs d'Electroradiologie Médicale et pour l'école de Puériculture
- Madame Marie-Christine SCHONS pour l'école d'Infirmiers de Bloc Opératoire et Institut de formation de Soins Infirmiers de Brabois
- Monsieur Gérard THOMAS pour l'école d'Infirmiers Anesthésistes
- Madame Marie-France GAUROIS pour l'Institut de Formation d'Auxiliaires de Puériculture

**Article 7 :** Donne délégation à Madame Françoise ABEL, Madame Judith VARIN, Monsieur Nicolas SAUFFROY, Monsieur Patrick ALBERT et Monsieur FOURMENTEZ Arnaud, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Martine LANG, Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjointes des cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Françoise ABEL et Monsieur FOURMENTEZ Arnaud pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur Patrick ALBERT et Monsieur FOURMENTEZ Arnaud, Attachés d'Administration Hospitalière, et Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjointes des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

**Article 8 :** En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Madame Diane PETTER, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Une délégation secondaire est également donnée à Monsieur Philippe BOUC, Directeur adjoint ainsi qu'en l'absence de ces derniers à Monsieur Ahmed EL-BAHRI, Directeur des Finances.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

**Article 9** : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Article 10** : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation. A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 11** : Cette délégation prendra effet à sa date de publication.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 9 janvier 2013

Le Directeur Général,  
Président du Directoire,  
Philippe VIGOUROUX

Les bénéficiaires de la délégation (engagement des dépenses) :

- Ahmed EL-BAHRI
- Diane PETTER
- Philippe BOUC

